

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1065**11 juillet 2002****SOMMAIRE**

AIG Foundation Investments	51079	Hersi Holding S.A., Luxembourg	51104
Ambilux S.A., Luxembourg	51116	Hersi Holding S.A., Luxembourg	51104
Austrian Financial and Futures Trust, Sicav, Luxembourg	51118	Hinton International Investment S.A.H., Luxembourg	51114
Barfax Holding S.A., Luxembourg	51113	Hinton International Investment S.A.H., Luxembourg	51114
Berenberg Euro Strategie Aktien Fonds	51115	Hobuch Finanz S.A., Luxembourg	51102
Berenberg Euro Strategie Aktien Fonds II	51115	Immobilière des Dahlias S.A., Luxembourg	51075
Berenberg USA Strategie Aktien Fonds	51115	Inox Metals Holding S.A., Luxembourg	51098
Biscarrosse Holding S.A., Luxembourg	51117	Inox Metals Holding S.A., Luxembourg	51098
C.O.G.P. S.A.H., Luxembourg	51116	Intercommerce Europe, S.à r.l., Bad-Mondorf ...	51105
Cadridge Holding S.A., Luxembourg	51095	Intercommerce Europe, S.à r.l., Mondorf-les-Bains	51106
Capel Cure Sharp International Fund, Sicav, Luxembourg	51120	Investa Food S.A.H., Luxembourg	51117
Copytrend, S.à r.l., Luxembourg	51106	Jarban S.A., Luxembourg	51118
Country Paradise Recreationinvest S.A., Luxembourg	51100	Kamine International Holding One Corp., S.à r.l., Luxembourg	51099
Credit Suisse Asset Management Fund Holding (Luxembourg) S.A., Luxembourg	51094	Kamine International Holding Two Corp., S.à r.l., Luxembourg	51097
Credit Suisse Asset Management Holding Europe (Luxembourg) S.A., Luxembourg	51096	Machinery Industries Finance S.A.H., Luxembourg	51115
Cup Investment S.A.H., Luxembourg	51103	Megeve S.A., Luxembourg	51099
DBV-Winterthur Fund Management Company (Luxembourg) S.A., Luxembourg	51095	Montefin Holding S.A., Luxembourg	51119
DECOMAC S.A., Distribution Européenne de Consommables et Accessoires, Luxembourg	51108	Novellini Finance S.A., Luxembourg	51097
Decal International Holding S.A., Luxembourg ...	51074	Ostrich S.A., Luxembourg	51116
Drum S.A., Luxembourg	51101	P.H. Invest S.A.H., Luxembourg	51102
Eldeberry Properties S.A.H., Luxembourg	51103	Reluri Finance (Luxembourg) S.A.H., Luxembourg	51116
Fidev S.A.H., Luxembourg	51107	Rosette S.A., Luxembourg	51102
Finance Invest Corporation S.A., Luxembourg ...	51099	Saccec S.A., Luxembourg	51101
Finar S.A., Luxembourg	51117	Scatlux S.A., Luxembourg	51097
Finibanco International Advisory Company, Luxembourg	51095	Schepers Consulting, S.à r.l., Luxembourg	51100
Finisteel S.A.H., Luxembourg	51103	Société de la Bourse de Luxembourg S.A., Luxembourg	51077
Fortis Azië Fonds small caps N.V.	51114	Société de la Bourse de Luxembourg S.A., Luxembourg	51078
GE Financing (Luxembourg), S.à r.l., Luxembourg	51096	Société de la Bourse de Luxembourg S.A., Luxembourg	51079
General Electric Services Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	51098	Sodefif S.A.H., Luxembourg	51102
Goal Financière S.A., Luxembourg	51096	Sodi S.A.H., Luxembourg	51103

Stapnorth Investissements S.A., Luxembourg . . .	51119	Tlux Two S.A., Luxembourg	51098
Steel Invest S.A., Luxembourg	51103	TrizecHahn G.S., S.à r.l., Luxembourg	51109
Steel Invest S.A., Luxembourg	51074	TrizecHahn G.S., S.à r.l., Luxembourg	51111
Steel Invest S.A., Luxembourg	51074	Turan Holding S.A., Luxembourg	51101
Swiss Life Funds (Lux), Sicav, Luxembourg	51102	Unico International, S.à r.l., Grevenmacher	51107
T.Z.O. S.A., Luxembourg	51119	Vivalux S.A., Luxembourg	51120
Tacoma Investment S.A.H., Luxembourg	51104	Willowbrook S.A., Luxembourg	51111
Tacoma Investment S.A.H., Luxembourg	51104	Willowbrook S.A., Luxembourg	51113

STEEL INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 53.261.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2002.

FIDUPAR

Signatures

(33672/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

STEEL INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 53.261.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire du 19 juin 2001 à 10.00 heures au siège social

- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes viennent à échéance à la présente assemblée.
- L'assemblée générale décide à l'unanimité de renouveler le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes.
- Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes viendra à échéance à l'assemblée générale qui approuvera les comptes au 31 décembre 2001.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(33694/009/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

DECAL INTERNATIONAL HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 45.719.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal sous seing privé en date du 18 juin 2001, enregistré à Luxembourg le 24 janvier 2002, vol. 563, fol. 83, case 8, que suite à une décision de l'assemblée générale des actionnaires et dans le cadre de la loi du 10 décembre 1998 telle que modifiée par la loi du 1^{er} août 2001, la devise d'expression du capital social a été convertie de francs luxembourgeois en euros avec effet au 1^{er} janvier 2001 et que la rubrique capital a désormais la teneur suivante:

Capital social souscrit

Le capital souscrit est fixé à EUR 3.720.000,- (trois millions sept cent vingt mille euros), représenté par 150.000 (cent cinquante mille) actions sans désignation de valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Transfert du siège

Le siège social a en outre été transféré à L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mai 2002.

Pour la Société

Signature

(33747/211/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

IMMOBILIERE DES DAHLIAS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

—
STATUTS

L'an deux mille deux, le dix-neuf avril.

Par-devant Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, 28, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

Ont comparu:

1.- THE BALLET ROOM S.A., société de droit des Iles Vierges Britanniques, avec siège social à Tortola (Iles Vierges Britanniques), Akara Bldg, 24, De Castro Street, Wickhams Cay I, Road Town, représentée par son administrateur, Maître Marie-Béatrice Wingerter de Santeul, avocat à la Cour, demeurant 2, rue des Dahlias, à L-1411 Luxembourg,

2.- Maître Alain Lorang, avocat à la Cour, demeurant à L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

Lesquels comparants, représentés comme indiqué ci-avant, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de IMMOBILIERE DES DAHLIAS S.A.

Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, laquelles, notwithstanding ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, le contrôle, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

La société a également pour objet l'acquisition, la promotion, la construction et la mise en location d'actifs immobiliers, meublés ou non, de son propre patrimoine.

Elle pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,-), divisé en cent (100) actions de trois cent dix euros (310,-) chacune. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation de capital, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Le capital social pourra être porté à un million trois cent soixante-dix euros (1.000.370,-) par la création et l'émission de trois mille cent vingt-sept (3.127) actions nouvelles d'une valeur nominale de trois cent dix euros (310,-) chacune.

Le conseil d'administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital, en une seule fois ou par tranches successives, par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital;

- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles;

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission d'actions nouvelles à émettre dans le cadre du capital social autorisé.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le conseil d'administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le conseil d'administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La société se trouve engagée, à l'égard des tiers, par la signature individuelle de chaque administrateur.

Art. 6. Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Pour la première fois l'assemblée générale consécutive à la constitution de la société peut procéder à la nomination d'un administrateur-délégué.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui même pour finir le trente et un décembre deux mille deux.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième mardi du mois de juin de chaque année à 14.00 heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion, tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 12. La loi du dix août mille neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Souscription et libération.

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1. THE BALLETS ROOM S.A., prénommée, cinquante actions	50
2. Maître Alain Lorang, prénommé, cinquante actions	50
Total: cent actions	100

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,-) se trouve à la disposition de la société, la preuve en ayant été apportée au notaire qui le constate.

Constatation

Le notaire soussigné a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Evaluation

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille cinq cents euros (1.500,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoqués, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à trois.

Sont nommés administrateurs:

a) Maître Alain Lorang, avocat à la Cour, demeurant à L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias,

b) THE BALLETS ROOM S.A., avec siège social à Tortola (Iles Vierges Britanniques),

c) Maître Marie-Béatrice Wingerter de Santeul, avocat à la Cour, demeurant à L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

Les mandats des administrateurs prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an deux mille sept.

2.- Le nombre des commissaires est fixé à un.

Est nommée commissaire aux comptes:

FIDU-CONCEPT, S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1013 Luxembourg.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an deux mille sept.

3.- Le siège social est établi à L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M.-B. Wingerter de Santeul, A. Lorang, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg, le 25 avril 2002, vol. 135S, fol. 11, case 8.- Reçu 310 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 mai 2002.

E. Schlessler.

(33814/220/139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

SOCIETE DE LA BOURSE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 6.222.

L'an deux mille deux, le vingt-quatre avril.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SOCIETE DE LA BOURSE DE LUXEMBOURG (la «Société»), ayant son siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, numéro B 6.222, constituée suivant acte notarié en date du 5 avril 1928, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations du 21 avril 1928. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 25 avril 2001, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, numéro 414 du 6 juin 2001.

L'assemblée est ouverte à onze heures trente sous la présidence de Monsieur Jean Krier, président du conseil d'administration, demeurant à Senningerberg,

qui désigne comme secrétaire Monsieur Michel Maquil, président du comité de direction, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateurs Messieurs Raymond Kirsch, président du comité de direction BCEE, demeurant à Steinsel et Gilles Reuter, directeur-adjoint DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, demeurant à Mamer.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Autorisation au conseil d'administration d'augmenter le capital social de sept cent cinquante mille euros (EUR 750.000,-), suppression pour cette augmentation de capital du droit de souscription préférentiel des actionnaires existants et autorisation au conseil d'administration de créer, en représentation de celle-ci, cinq mille (5.000) actions nouvelles nominatives et sans désignation de valeur nominale et de déterminer le prix ainsi que les termes et conditions de leur souscription.

2. Modification des statuts de la société conformément au projet ci-joint.

II. - Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. - Que toutes les actions étant nominatives, des avis de convocation ont été envoyés aux actionnaires par lettre recommandée le 16 avril 2002; que les actionnaires ont par conséquent été dûment notifiés et ont pu prendre connaissance de l'ordre du jour.

IV. - Qu'il résulte de ladite liste de présence que sur les 93.440 actions représentant l'intégralité du capital social, 82.228 actions de la société sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale; le quorum requis de 50% étant atteint, la présente assemblée générale est dûment constituée et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite, l'assemblée générale, après avoir délibéré, prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale autorise le conseil d'administration à augmenter le capital social à concurrence de sept cent cinquante mille euros (750.000,- EUR) par l'émission de cinq mille (5.000) actions nouvelles nominatives sans désignation de valeur nominale.

Après avoir entendu le rapport du conseil d'administration prévu par l'article 32-3 (5) de la loi sur les sociétés commerciales, l'assemblée autorise le conseil d'administration à supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires existants lors de l'émission d'actions nouvelles dans le cadre du capital autorisé.

Le conseil d'administration est partant autorisé à émettre cinq mille (5.000) actions nouvelles nominatives sans désignation de valeur nominale dans le cadre du capital autorisé sans réserver aux actionnaires existants un droit de souscription préférentiel et à déterminer le prix ainsi que les termes et conditions attachés à une telle émission conformément aux modalités prévues dans le rapport du conseil d'administration ci-avant mentionné. Une copie de ce rapport restera annexée aux présentes.

Le conseil d'administration est autorisé à procéder à des augmentations de capital dans le cadre du capital autorisé jusqu'au 24 avril 2007.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, le deuxième alinéa de l'article 5 est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5. Deuxième alinéa.** Lors de l'assemblée générale extraordinaire du 24 avril 2002, le conseil d'administration a été autorisé jusqu'au 24 avril 2007 au plus tard, à émettre des actions supplémentaires pour un montant en capital de sept cent cinquante mille euros (750.000,- EUR), sans devoir réserver un droit de souscription préférentiel aux actionnaires existants. Le conseil d'administration est autorisé à déterminer le prix ainsi que les termes et conditions attachés à l'émission et à la souscription de telles actions. Toutes les fois que le capital est augmenté conformément aux dispositions qui précèdent, le conseil d'administration prend toutes les mesures nécessaires afin de modifier le présent article pour constater le changement et il est habilité à prendre ou à faire prendre les mesures requises pour l'accomplissement et la publication de ces modifications conformément à la loi.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 3 des statuts relatif à l'objet social pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3.** La société a pour objet l'exploitation, dans le Grand-Duché de Luxembourg, d'une ou de plusieurs bourses dans le secteur financier conformément à la législation applicable en la matière telle qu'intervenue pour remplacer la loi du 30 décembre 1927 concernant la création d'une bourse de commerce ainsi que toutes activités ou opérations industrielles, commerciales et financières, dans ou hors le Grand-Duché de Luxembourg, qui se rattachent directement ou indirectement à cet objet au sens le plus large et qui en facilitent la réalisation.

Elle peut prendre des participations dans toutes sociétés ou entreprises luxembourgeoises ou étrangères ayant un objet identique, analogue ou connexe ou qui sont de nature à favoriser son développement.

Elle peut, par ailleurs, placer directement ou indirectement ses disponibilités dans des titres de la dette publique d'un Etat membre de l'Union Européenne ou de ses collectivités publiques territoriales, dans des obligations de sociétés garanties par un Etat membre de l'Union Européenne ou émises par un établissement public d'un Etat Membre, ou dans des obligations émises par des organismes européens et internationaux dont fait partie le Grand-Duché de Luxembourg.

Elle peut acquérir ou prendre en location les immeubles nécessaires à ses services.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier la date de l'assemblée générale annuelle au troisième mercredi du mois d'avril.

En conséquence, le premier alinéa de l'article 14 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 14.** L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année à Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations, le troisième mercredi du mois d'avril, à onze heures du matin. Si ce jour est férié à Luxembourg, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.»

Ces résolutions sont prises à l'unanimité des voix.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

L'acte ayant été lu aux comparants, les comparants ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: J. Krier, M. Maquil, R. Kirsch, G. Reuter et F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 26 avril 2002, vol. 11CS, fol. 85, case 4.- Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme délivrée à la société sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2002.

F. Baden.

(35528/200/98) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2002.

SOCIETE DE LA BOURSE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 6.222.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2002.

F. Baden.

(35529/200/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2002.

SOCIETE DE LA BOURSE DE LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 6.222.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 15 mai 2002, vol. 568, fol. 14, case 5, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mai 2002.

SOCIETE DE LA BOURSE DE LUXEMBOURG, Société Anonyme

A. Forster

Membre du Comité de Direction

(36006/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2002.

AIG FOUNDATION INVESTMENTS, Fonds commun de placement.**ALLGEMEINES VERWALTUNGSREGLEMENT**

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und des Anteilhabers hinsichtlich des Sondervermögens bestimmen sich nach dem folgenden Allgemeinen Verwaltungsreglement sowie dem, im Anschluß an dieses Allgemeine Verwaltungsreglement abgedruckten, Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds. Das Allgemeine Verwaltungsreglement ist als Verwaltungsreglement am 19. Juni 2002 in Kraft getreten und am 11. Juli 2002 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (im folgenden «Mémorial» genannt) veröffentlicht worden.

Art. 1. Der Fonds

1. Der Fonds AIG Foundation Investments (nachfolgend «Fonds» genannt) ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen (fonds commun de placement) aus Investmentanteilen und sonstigen Vermögenswerten («Fondsvermögen»), das für gemeinschaftliche Rechnung der Inhaber von Anteilen (im folgenden «Anteilhaber» genannt) unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung verwaltet wird. Der Fonds besteht aus einem oder mehreren Teilfonds im Sinne des Artikel 111 des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen («Gesetz vom 30. März 1988»). Die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds. Die Anteilhaber sind am Fonds durch Beteiligung an einem Teilfonds in Höhe ihrer Anteile beteiligt.

2. Die gegenseitigen vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilhaber und der Verwaltungsgesellschaft sowie der Depotbank sind in diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement in Verbindung mit dem Sonderreglement des jeweiligen Teilfonds geregelt, dessen gültige Fassung sowie Änderungen derselben im Mémorial veröffentlicht und beim Handelsregister des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt sind. Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilhaber das Allgemeine Verwaltungsreglement und das jeweilige Sonderreglement sowie alle genehmigten und veröffentlichten Änderungen derselben an.

3. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt außerdem einen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

4. Das Netto-Fondsvermögen (Fondsvermögen abzüglich der dem Fonds zuzurechnenden Verbindlichkeiten) muß innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung des Fonds EUR 1.239.467,63 erreichen. Hierfür ist auf das Netto-Fondsvermögen insgesamt abzustellen, das sich aus der Addition der einzelnen Netto-Teilfondsvermögen ergibt.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit neue Teilfonds auflegen. In diesem Fall wird dieses Allgemeine Verwaltungsreglement durch ein entsprechendes Sonderreglement ergänzt und ein entsprechender Anhang zum Verkaufsprospekt hinzugefügt. Teilfonds können auf bestimmte und auf unbestimmte Zeit errichtet werden. Die Dauer der Teilfonds ergibt sich aus dem jeweiligen Sonderreglement und dem Anhang zum Verkaufsprospekt.

6. Die im Allgemeinen Verwaltungsreglement aufgeführten Anlagebeschränkungen sind auf jeden Teilfonds separat anwendbar.

7. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Anteilhaber untereinander als eigenständiges Sondervermögen. Die Rechte und Pflichten der Anteilhaber eines Teilfonds sind von denen der Anteilhaber der anderen Teilfonds getrennt. Gegenüber Dritten haften die Vermögenswerte der einzelnen Teilfonds lediglich für Verbindlichkeiten, welche von den betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

8. Die Berechnung des Inventarwertes pro Anteil erfolgt separat für jeden Teilfonds nach den in Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements festgesetzten Regeln.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft

1. Verwaltungsgesellschaft des Fonds ist die AIG FINANCIAL ADVISOR SERVICES FUND MANAGEMENT COMPANY, eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit eingetragenem Sitz in Luxemburg.

2. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet den Fonds im eigenen Namen, aber ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich auf die Ausübung aller Rechte, die unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds bzw. seiner Teilfonds zusammenhängen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds unter Berücksichtigung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen fest.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung und auf eigene Kosten Anlageberater hinzuziehen. Der Anlageberater hat eine ausschließlich beratende Funktion und fällt nicht selbständig die Anlageentscheidungen. Dies ist der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten.

Art. 3. Die Depotbank

1. Depotbank des Fonds ist die BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 30. März 1988, dem Depotbankvertrag, diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement, den einzelnen Sonderreglements sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen).

2. Die Depotbank ist mit der Verwahrung der Vermögenswerte der Teilfonds beauftragt.

a) Sämtliche Investmentanteile, flüssigen Mittel und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte der Teilfonds werden von der Depotbank in gesperrten Konten («Sperrkonten») und Depots («Sperrdepots») verwahrt, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements, der jeweiligen Sonderreglements, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem jeweils geltenden Depotbankvertrag sowie den gesetzlichen Bestimmungen verfügt werden darf.

b) Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung (nach Maßgabe des Gesetzes vom 30. März 1988) und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft andere Banken im Ausland und/oder Wertpapiersammelstellen mit der Verwahrung von Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten der Teilfonds beauftragen, sofern diese an einer ausländischen Börse zugelassen oder in ausländische organisierte Märkte einbezogen sind oder es sich um sonstige ausländische Vermögensgegenstände handelt, die nur im Ausland lieferbar sind.

c) Die Anlage von Vermögenswerten der Teilfonds in Form von Einlagen bei anderen Kreditinstituten sowie Verfügungen über diese Einlagen bedürfen der Zustimmung der Depotbank. Die Depotbank darf einer solchen Anlage oder Verfügung nur zustimmen, wenn diese mit den gesetzlichen Vorschriften, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Allgemeinen Verwaltungsreglement und dem jeweiligen Sonderreglement sowie dem Depotbankvertrag vereinbar ist. Die Depotbank ist verpflichtet, den Bestand der bei anderen Kreditinstituten verwahrten Einlagen zu überwachen.

3. Bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben handelt die Depotbank unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschließlich im Interesse der Anteilhaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten, vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit dem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglement, dem jeweils geltenden Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) und dem Gesetz. Sie wird entsprechend den Weisungen insbesondere:

a) Anteile eines Teilfonds gemäß Artikel 5 des Allgemeinen Verwaltungsreglements auf die Zeichner übertragen,

b) aus den Sperrkonten des jeweiligen Teilfonds den Kaufpreis für Investmentanteile, Optionen und sonstige gesetzlich zulässige Vermögenswerte zahlen, die für den betreffenden Teilfonds erworben worden sind,

c) aus den Sperrkonten die notwendigen Einschüsse beim Abschluß von Terminkontrakten zahlen,

d) Investmentanteile sowie sonstige zulässige Vermögenswerte und Optionen, die für einen Teilfonds verkauft worden sind, gegen Zahlung des Verkaufspreises ausliefern bzw. übertragen,

e) den Umtausch von Investmentanteilen gemäß den Bestimmungen des Gesetzes, des Allgemeinen Verwaltungsreglements und der jeweiligen Sonderreglements sowie des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) und des Depotbankvertrages vornehmen bzw. vornehmen lassen,

f) Dividenden und andere Ausschüttungen (falls vorgesehen) an die Anteilhaber auszahlen,

g) den Rücknahmepreis gemäß Artikel 9 des Allgemeinen Verwaltungsreglements gegen Rückgabe und Ausbuchung der entsprechenden Anteile auszahlen,

h) das Inkasso eingehender Zahlungen des Ausgabepreises und des Kaufpreises aus dem Verkauf von Investmentanteilen und sonstigen zulässigen Vermögenswerten sowie aller Erträge, Ausschüttungen, Zinsen, Entgelte für den Optionspreis den ein Dritter für das ihm für Rechnung des Teilfondsvermögens eingeräumte Optionsrecht zahlt, Steuergutschriften ((i) falls vorgesehen, (ii) falls vom jeweiligen Teilfonds im Rahmen von Doppelbesteuerungsabkommen zwischen Luxemburg und anderen Ländern rückforderbar und (iii) falls ausdrücklich hierzu von der Verwaltungsgesellschaft angewiesen) vornehmen und diese Zahlungen den Sperrkonten des jeweiligen Teilfonds unverzüglich gutschreiben,

i) im Zusammenhang mit der Zahlung von Ausschüttungen auf Investmentanteile und andere gesetzlich zulässige Vermögenswerte Eigentums- und andere Bescheinigungen und Bestätigungen ausstellen, aus denen der Name des jeweiligen Teilfonds als Eigentümer hervorgeht und alle weiteren erforderlichen Handlungen für das Inkasso, den Empfang und die Verwahrung aller Erträge, Ausschüttungen, Zinsen oder anderer Zahlungen an den jeweiligen Teilfonds vornehmen sowie die Ausstellung von Inkassoindossamenten im Namen des jeweiligen Teilfonds für alle Schecks, Wechsel oder anderen verkehrsfähigen Investmentanteile und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte.

4. Ferner wird die Depotbank dafür sorgen, daß:

a) alle Vermögenswerte eines Teilfonds unverzüglich auf den Sperrkonten bzw. Sperrdepots des betreffenden Teilfonds eingehen, insbesondere der Rücknahmepreis aus dem Verkauf von Investmentanteilen,

b) anfallende Erträge und von Dritten zu zahlende Optionsprämien sowie eingehende Zahlungen des Ausgabepreises abzüglich des Ausgabeaufschlages und etwaiger Steuern und Abgaben unverzüglich auf den Sperrkonten des jeweiligen Teilfonds verbucht werden,

c) der Verkauf, die Ausgabe, der Umtausch, die Rücknahme, die Auszahlung und die Entwertung der Anteile, die für Rechnung des jeweiligen Teilfonds vorgenommen werden, dem Gesetz, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Allgemeinen Verwaltungsreglement sowie den Sonderreglements gemäß erfolgen,

d) die Berechnung des Netto-Inventarwertes und des Wertes der Anteile dem Gesetz und dem Allgemeinen Verwaltungsreglement gemäß erfolgt,

e) bei allen Geschäften, die sich auf das Vermögen eines Teilfonds beziehen, die Bestimmungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements, der Sonderreglements, des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) sowie die gesetzlichen Bestimmungen beachtet werden und der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen zugunsten des jeweiligen Teilfonds bei ihr eingeht,

- f) die Erträge des jeweiligen Teilfondsvermögens dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglements sowie den gesetzlichen Bestimmungen gemäß verwendet werden,
- g) Investmentanteile höchstens zum Ausgabepreis gekauft und mindestens zum Rücknahmepreis verkauft werden,
- h) sonstige Vermögenswerte und Optionen höchstens zu einem Preis erworben werden, der unter Berücksichtigung der Bewertungsregeln nach Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements angemessen ist und die Gegenleistung im Falle der Veräußerung dieser Vermögenswerte den zuletzt ermittelten Wert nicht oder nur unwesentlich über- bzw. unterschreitet, und
- i) die gesetzlichen und vertraglichen Beschränkungen bezüglich des Kaufs und Verkaufs von Optionen und Devisenterminkontrakten sowie bezüglich anderer Devisenkurssicherungsgeschäften eingehalten werden.

5. Darüber hinaus wird die Depotbank:

- a) nach Maßgabe des zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank vereinbarten Verfahrens, der Verwaltungsgesellschaft und/oder von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Repräsentanten schriftlich über jede Auszahlung, über den Eingang von Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, von unbaren Ausschüttungen und Barausschüttungen, Zinsen und anderen Erträgen sowie über Erträge aus Schuldverschreibungen Bericht erstatten sowie periodisch über alle von der Depotbank gemäß den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft getroffenen Maßnahmen unterrichten,
- b) nach Maßgabe des zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank vereinbarten Verfahrens unverzüglich alle sachdienlichen Informationen, die sie von Emittenten erhalten hat, deren Investmentanteile, flüssige Mittel und andere gesetzlich zulässigen Vermögenswerte sie von Zeit zu Zeit verwahrt, oder Informationen, die sie auf andere Weise über von ihr verwahrte Vermögenswerte erhält, unverzüglich an die Verwaltungsgesellschaft weiterleiten,
- c) ausschließlich auf Weisung der Verwaltungsgesellschaft oder der von ihr ernannten Repräsentanten Stimmrechte aus den Investmentanteilen und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, die sie verwahrt, ausüben, sowie
- d) alle zusätzlichen Aufgaben erledigen, die von Zeit zu Zeit zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank schriftlich vereinbart werden.

6. a) Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den Sperrkonten bzw. den Sperrdepots des betreffenden Teilfonds nur das in diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglements und dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) festgesetzte Entgelt sowie Ersatz von Aufwendungen.

b) Die Depotbank hat jeweils Anspruch auf das ihr nach diesem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglements, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) sowie dem Depotbankvertrag zustehende Entgelt und entnimmt es den Sperrkonten des betreffenden Teilfonds nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft.

c) Darüber hinaus wird die Depotbank sicherstellen, daß den jeweiligen Teilfondsvermögen Kosten Dritter nur gemäß dem Allgemeinen Verwaltungsreglement, dem jeweiligen Sonderreglements und dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) sowie dem Depotbankvertrag belastet werden.

7. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen:

- a) Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen
- b) gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn wegen eines Anspruchs in das Vermögen eines Teilfonds vollstreckt wird, für den das jeweilige Teilfondsvermögen nicht haftet.

Die vorstehend unter a) getroffene Regelung schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Verwaltungsgesellschaft direkt bzw. die frühere Depotbank durch die Anteilhaber nicht aus.

8. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Anteilhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Anteilhaber nicht aus.

9. Die Depotbank sowie die Verwaltungsgesellschaft sind jeweils berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich mit einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Eine solche Kündigung durch die Verwaltungsgesellschaft wird wirksam, wenn die Verwaltungsgesellschaft mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank bestellt und diese die Pflichten und Funktionen als Depotbank übernimmt; falls eine Kündigung durch die Depotbank erfolgt, wird die Verwaltungsgesellschaft innerhalb der gesetzlichen Fristen eine neue Depotbank ernennen, welche die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß dem Allgemeinen Verwaltungsreglement sowie, gegebenenfalls, dem jeweiligen Sonderreglement übernimmt. Bis zur Bestellung dieser neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilhaber ihren Pflichten und Funktionen als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 4. Allgemeine Richtlinien für die Anlagepolitik

Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds die Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds. Folgende allgemeine Anlagegrundsätze und -beschränkungen gelten für sämtliche Teilfonds, sofern keine Abweichungen oder Ergänzungen im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds enthalten sind.

Risikostreuung

Das Vermögen der Teilfonds wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung nach den nachfolgend beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der Anlagebeschränkungen gemäß diesem Artikel des Allgemeinen Verwaltungsreglements angelegt.

Es dürfen ausschließlich Investmentanteile folgender Arten von Investmentfonds und/oder Investmentgesellschaften erworben werden:

- in der Bundesrepublik Deutschland aufgelegte Geldmarkt-, Wertpapier-, Beteiligungs-, Grundstücks-, gemischte Wertpapier- und Grundstücks- sowie Altersvorsorge-Sondervermögen, die keine Spezialfonds sind;
- Investmentvermögen, bei denen die Anteilhaber das Recht zur Rückgabe der Anteile haben und die nach dem Auslandsinvestment-Gesetz in der Bundesrepublik Deutschland öffentlich vertrieben werden dürfen;

- Investmentvermögen, bei denen die Anteilhaber das Recht zur Rückgabe der Anteile haben, die keine Spezialfonds sind und die in ihrem Sitzland einer funktionierenden Investitionsaufsicht zum Schutze der Anleger unterliegen.

(insgesamt die «Zielfonds» genannt)

Die einzelnen Teilfonds können sich hinsichtlich der Anlageziele und der Arten der Zielfonds sowie hinsichtlich ihrer Gewichtung in Bezug auf die anlagepolitischen Zielsetzungen der Zielfonds unterscheiden.

Im Einklang mit den o.g. Regelungen darf der Fonds ausschließlich Anteile an Zielfonds erwerben, welche ihren Sitz und ihre Geschäftsleitung in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union, der Schweiz, den USA, Kanada, Hongkong oder Japan unterhalten und welche ebenfalls dem Prinzip der Risikostreuung unterliegen.

Der Umfang, zu dem in Anteilen von nicht-Luxemburger Zielfonds angelegt werden darf, ist nicht begrenzt. Die Investmentanteile der vorgenannten Zielfonds sind in der Regel nicht börsennotiert. Soweit sie börsennotiert sind, handelt es sich um eine Börse in einem OECD-Land.

Für den jeweiligen Teilfonds dürfen keine Anteile von Future-, Venture Capital- oder Spezialfonds sowie keine anderen Wertpapiere (mit Ausnahme von in Wertpapieren verbrieften Finanzinstrumenten) erworben werden.

Der Wert der Zielfondsanteile darf 51 % des Netto-Teilfondsvermögens des jeweiligen Teilfonds nicht unterschreiten.

Der jeweilige Teilfonds darf nicht mehr als 20% des Netto-Teilfondsvermögens in Anteilen eines einzigen Zielfonds anlegen. Für den jeweiligen Teilfonds dürfen nicht mehr als 10% der ausgegebenen Anteile eines Zielfonds erworben werden.

Die im vorstehenden Absatz geregelten Anlagegrenzen beziehen sich bei Investmentvermögen, die aus mehreren Teilfonds bestehen (Umbrella-Fonds), jeweils auf einen Teilfonds. Dabei darf es nicht zu einer übermäßigen Konzentration des Netto-Teilfondsvermögens auf einen einzigen Umbrella-Fonds kommen. Für den jeweiligen Teilfonds dürfen Anteile an Zielfonds, die ihrerseits mehr als 5% des Wertes ihres Vermögens in Anteilen an anderen Investmentvermögen anlegen dürfen, entweder nicht oder nur dann erworben werden, wenn diese Anteile nach den Vertragsbedingungen des Investmentfonds oder der Satzung der Investmentgesellschaft anstelle von Bankguthaben gehalten werden dürfen.

Finanzinstrumente

Die Verwaltungsgesellschaft darf im Rahmen der ordnungsgemäßen Verwaltung für Rechnung des jeweiligen Teilfonds nur mit Absicherungszweck folgende Geschäfte tätigen, die Finanzinstrumente zum Gegenstand haben:

a) Devisenterminkontrakte abschließen sowie Optionsrechte zum Erwerb bzw. zur Veräußerung von Devisen einräumen bzw. erwerben, sowie Optionsrechte auf Zahlung eines Differenzbetrages, der sich an der Wertentwicklung von Devisen oder Devisenterminkontrakten bemißt einräumen oder erwerben.

b) Optionsrechte im Sinne des vorgenannten Absatzes, deren Optionsbedingungen das Recht auf Zahlung eines Differenzbetrags einräumen, dürfen nur eingeräumt oder erworben werden, wenn die Optionsbedingungen vorsehen, daß

aa) der Differenzbetrag zu ermitteln ist als ein Bruchteil, das Einfache oder das Mehrfache (Differenzbetragsmultiplikator) der Differenz zwischen dem

(1) Wert oder Indexstand des Basiswertes zum Ausübungszeitpunkt und dem Basispreis oder dem als Basispreis vereinbarten Indexstand oder

(2) Basispreis oder dem als Basispreis vereinbarten Indexstand und dem Wert oder Indexstand des Basiswertes zum Ausübungszeitpunkt

bb) bei negativem Differenzbetrag eine Zahlung entfällt.

3. Notierte und nicht notierte Finanzinstrumente im Sinne von vorstehender Nr. 2

a) Die Verwaltungsgesellschaft darf Geschäfte tätigen, die zum Handel an einer Börse zugelassene oder in einen anderen geregelten Markt einbezogene Finanzinstrumente zum Gegenstand haben.

b) Geschäfte, die nicht zum Handel an einer Börse zugelassene oder in einen anderen geregelten Markt einbezogene Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, dürfen nur mit geeigneten Kreditinstituten und Finanzdienstleistungsinstituten auf der Grundlage standardisierter Rahmenverträge getätigt werden.

c) Die im vorgenannten Absatz genannten Geschäfte dürfen mit einem Vertragspartner nur insofern getätigt werden, als der Verkehrswert des Finanzinstrumentes einschließlich des zugunsten des jeweiligen Teilfonds bestehenden Saldos aller Ansprüche aus offenen, bereits mit diesem Vertragspartner für Rechnung des jeweiligen Teilfonds getätigten Geschäften, die ein Finanzinstrument zum Gegenstand haben, 5% des Wertes des jeweiligen Teilfondsvermögens nicht überschreitet.

Bei Überschreitung der vorgenannten Grenze darf die Verwaltungsgesellschaft weitere Geschäfte mit diesem Vertragspartner nur dann tätigen, wenn diese zu einer Verringerung des Saldos führen. Überschreitet der Saldo aller Ansprüche aus offenen, mit dem Vertragspartner für Rechnung des jeweiligen Teilfonds getätigten Geschäften, die Finanzinstrumente zum Gegenstand haben, 10% des Wertes des jeweiligen Teilfondsvermögens, so hat die Verwaltungsgesellschaft unter Wahrung der Interessen der Anteilhaber unverzüglich diese Grenze wieder einzuhalten. Konzernunternehmen gelten als ein Vertragspartner.

4. Devisenterminkontrakte und Optionsrechte auf Devisen und Devisenterminkontrakte mit Absicherungszweck

a) Die Verwaltungsgesellschaft darf nur zur Währungskurssicherung von in Fremdwährung gehaltenen Vermögensgegenständen für Rechnung des jeweiligen Teilfonds Devisenterminkontrakte verkaufen sowie nur Verkaufsoptionsrechte auf Devisen oder Verkaufsoptionsrechte auf Devisenterminkontrakte erwerben, die auf dieselbe Währung lauten.

b) Eine indirekte Absicherung über eine dritte Währung ist unter Verwendung von Devisenterminkontrakten nur zulässig, wenn sie zum Zeitpunkt des Abschlusses dem gleichen wirtschaftlichen Ergebnis wie bei einer Direktabsicherung entspricht und gegenüber einer Direktabsicherung keine höheren Kosten entstehen.

c) Devisenterminkontrakte und Kaufoptionsrechte auf Devisen und Devisenterminkontrakte dürfen im Falle schwebender Verpflichtungsgeschäfte nur erworben werden, soweit sie zur Erfüllung des Geschäftes benötigt werden.

d) Die Gesellschaft wird von diesen Möglichkeiten Gebrauch machen, wenn und soweit sie dies im Interesse der Anteilhaber für geboten hält.

5. Flüssige Mittel

Der jeweilige Teilfonds kann flüssige Mittel in Form von Bankguthaben und regelmäßig gehandelten Geldmarktpapieren in Höhe von bis zu maximal 49% seines Netto-Teilfondsvermögens halten oder als Festgelder anlegen. Diese sollen grundsätzlich akzessorischen Charakter haben. Die Geldmarktpapiere dürfen im Zeitpunkt des Erwerbs für den jeweiligen Teilfonds eine Restlaufzeit von höchstens 12 Monaten haben.

6. Weitere Anlagerichtlinien

a) Wertpapierleerverkäufe oder der Verkauf von Call-Optionen auf Vermögensgegenstände, die nicht zum Fondsvermögen gehören, sind nicht zulässig.

b) Das Fondsvermögen darf nicht zur festen Übernahme von Wertpapieren benutzt werden.

c) Der Fonds wird nicht in Wertpapiere investieren, die eine unbegrenzte Haftung zum Gegenstand haben.

d) Das Fondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden,

e) Wertpapierdarlehens- und Pensionsgeschäfte dürfen nicht getätigt werden.

f) Es werden keine Vermögenswerte erworben, deren Veräußerung aufgrund vertraglicher Vereinbarung irgendwelchen Beschränkungen unterliegt.

g) Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen vornehmen, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Anteile vertrieben werden bzw. vertrieben werden sollen.

7. Kredite und Belastungsverbote

a) Das Fondsvermögen darf nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen im Sinne des nachstehenden Buchstabens b).

b) Kredite zu Lasten des Fonds dürfen nur kurzfristig und bis zur Höhe von 10% des Netto-Teilfondsvermögens aufgenommen werden, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt.

c) Zu Lasten des Fondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden.

Art. 5. Ausgabe von Anteilen

1. Investmentanteile (die «Anteile») werden teilweise als Inhaberanteile ausgegeben («A-Anteile»), die über Sammeldepotstellen (inkl. EUROCLEAR BANK S.A. and CLEARSTREAM BANKING S.A.) gehalten werden können. Es werden in diesem Fall keine Zertifikate ausgestellt, sondern die Anteilhaber erhalten durch die Depotstelle ihrer Wahl (z.B. ihre Bank oder ihren Börsenmakler) eine ihre Anteile betreffende Depotbestätigung. Anteile können ebenfalls auf einem Konto des Anteilhabers bei der Zentralen Verwaltungsstelle gutgeschrieben werden. Daneben werden ebenfalls Namensanteile ausgegeben («Y-Anteile»; «A1-Anteile»), die in das Register der Anteilhaber eingetragen werden. In diesem Fall werden keine Zertifikate für die jeweiligen Anteile von der Verwaltungsgesellschaft ausgestellt. Vielmehr erhalten die Anteilhaber durch die Zentrale Verwaltungsstelle eine ihre Anteile betreffende Bestätigung.

2. Alle Anteile an einem Teilfonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte. Es werden ausschließlich thesaurierende Anteile, die in Anteilklassen für institutionelle Anleger («Y-Anteile» und «A1-Anteile») und für private Anleger («A-Anteile») eingeteilt sind, ausgegeben. Alle Anteile sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Anteilklasse beteiligt.

Zeichnungsberechtigt für Y-Anteile und A1-Anteile sind ausschließlich institutionelle Anleger. Dies gilt jedoch mit der Massgabe, dass die Zeichnung von A1-Anteilen Versicherungsgesellschaften vorbehalten bleibt. Diesen institutionellen Anlegern bleibt es ebenfalls vorbehalten, Y-Anteile und A1-Anteile im Einzelfall übertragen zu bekommen sowie Rechtsinhaber von solchen Anteilen zu sein. Bei den vorbezeichneten institutionellen Anlegern handelt es sich um solche im Sinne von Artikel 108 des Gesetzes vom 30. März 1988 in dessen geänderten Fassungen (nachfolgend «Institutionelle Anleger»).

Zeichnungsberechtigt für A-Anteile sind dem gegenüber Privatanleger.

Y-Anteile, A-Anteile und A1-Anteile unterliegen einer unterschiedlichen Besteuerung und Verwaltungsvergütung sowie, im Hinblick auf A- und A1-Anteile, unterschiedlichen von der Verwaltungsgesellschaft gemäß den geltenden Vereinbarungen bestellten Vertriebsstellen. Für Y-Anteile kann von der Verwaltungsgesellschaft ein bestimmter, jederzeit sicherzustellender Mindestanlagebetrag festgesetzt werden. Der Verwaltungsgesellschaft bleibt es jedoch vorbehalten, hiervon im Einzelfall Ausnahmen zu beschließen. Die Verwaltungsvergütung der Anteilklassen A, A1 und Y sowie ein etwaiger für die Anteilklasse Y bestimmter Mindestanlagebetrag sind den Anhängen zum Verkaufsprospekt sowie den jeweiligen Sonderreglements zu entnehmen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann beschließen, dass Namensanteile auch über eine Nomineestelle gehalten werden können. In diesem Fall wird die Nomineestelle bei der Zeichnung von Namensanteilen in das Register der Anteilhaber eingetragen. Jedem Anteilhaber steht jedoch jederzeit die Möglichkeit offen, sich direkt in das Register der Anteilhaber als Rechtsinhaber eintragen zu lassen, indem der Anteilhaber die Nomineestelle beauftragt, ihm die Anteile zu übertragen. Anteilhaber, die die Dienstleistung eines Nominees in Anspruch nehmen, haben dieselben Rechte und Pflichten wie diejenigen, unmittelbar im Register der Anteilhaber eingetragenen Anteilhaber und können Anträge auf Rücknahme und Umtausch in derselben Weise wie unmittelbar im Register der Anteilhaber eingetragene Anteilhaber stellen.

4. Im Falle von Sparplänen wird höchstens ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet und die restlichen Kosten auf alle späteren Zahlungen gleichmäßig verteilt.

5. Anteile werden an jedem Tag, der zugleich Bankarbeitstag in Luxemburg ist («Bewertungstag»), ausgegeben. Ausgabepreis ist, mit Ausnahme des Erstausgabepreises, der Inventarwert pro Anteil gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Ver-

waltungsreglements zuzüglich eines Aufgabaufschlages zugunsten der Vertriebsstelle. Der Ausgabepreis ist innerhalb von vier Bankarbeitstagen in Luxemburg nach Eingang des Zeichnungsantrages (unter Einschluß des Tages des Eingangs des Zeichnungsantrages) zahlbar. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen. Der Erstausgabepreis für Anteile eines Teilfonds ergibt sich aus dem jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt; die maximale Höhe des Aufgabaufschlages ergibt sich aus dem jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt und dem jeweiligen Sonderreglement.

6. Für alle Zeichnungen, die bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen oder den Vertriebsstellen bis 15.00 Uhr an einem Bewertungstag in Luxemburg eingehen, gilt der am übernächsten Bewertungstag ermittelte Ausgabepreis. Zeichnungen, die bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen oder den Vertriebsstellen nach 15.00 Uhr an einem Bewertungstag eingehen, werden so behandelt, als wären sie am nachfolgenden Bewertungstag vor 15.00 Uhr eingegangen.

7. Fondsanteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, den Vertriebsstellen oder jeder Zahlstelle gezeichnet werden. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank zugeteilt und dem Anteilinhaber in entsprechender Höhe übertragen.

Art. 6. Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen

Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen. Die Depotbank wird auf noch nicht bereits ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen unverzüglich zurückerstatten. Die Verwaltungsgesellschaft kann ferner Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, wenn diese von Anteilhabern gehalten werden, die zum Erwerb oder Besitz dieser Anteile nicht berechtigt sind.

Art. 7. Berechnung des Netto-Teilfondsvermögens und des Inventarwertes pro Anteil

Der Wert eines Anteils (der «Inventarwert pro Anteil») lautet auf die im Sonderreglement und im Anhang zum Verkaufsprospekt des entsprechenden Teilfonds festgelegte Währung (die «Referenzwährung»). Unbeschadet einer anderweitigen Regelung im Sonderreglement eines entsprechenden Teilfonds wird der Inventarwert pro Anteil von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter Aufsicht der Depotbank an jedem Bewertungstag, berechnet. Die Berechnung erfolgt durch Teilung des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile an diesem Teilfonds. Verfügt der betreffende Teilfonds über mehr als eine Anteilklasse, wird das der jeweiligen Anteilklasse zuzuweisende Netto-Teilfondsvermögen durch die Anzahl der umlaufenden Anteile dieser Anteilklasse geteilt. Soweit in Jahres- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements Auskunft über die Situation des Fondsvermögens des Fonds insgesamt gegeben werden muß, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Fondswährung umgerechnet. Die Fondswährung ist der Euro. Das Netto-Teilfondsvermögen jedes Teilfonds wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

1. Anteile an Zielfonds werden nach ihrem letzten errechneten Nettovermögenswert bewertet, gegebenenfalls unter Berücksichtigung der Rücknahmegebühr.

2. Der Wert der an Wertpapierbörsen notierten oder gehandelten Wertpapiere begründet auf dem letzten verfügbaren Kurs. Falls ein solcher Kurs nicht verfügbar ist, aber ein Durchschnittsschlußkurs (das Mittel der quotierten Gebots- und Nachfrageschlußkurse) oder ein Gebotsschlußkurs verfügbar ist, dann wird der Durchschnittsschlußkurs, oder als Alternative der Gebotsschlußkurs, als Basis für die Bewertung benutzt. Falls ein Wertpapier an mehreren Wertpapierbörsen gehandelt wird, so wird die Bewertung auf Basis derjenigen Wertpapierbörse gemacht, welcher den Hauptmarkt des Wertpapiers darstellt.

Für die Wertpapiere, für die der Handel an einer Wertpapierbörse nicht signifikant ist, die aber an Nebenmärkten von Wertpapierhändlern gekauft und verkauft werden (und das zur Folge hat, daß der Kurs auf Basis des Marktpreises festgelegt wird), soll die Bewertung auf diesem Nebenmarkt erfolgen.

3. Der Wert auf einem geregelten Markt gehandelten Wertpapiere wird nach denselben Regeln festgelegt wie der Wert von einer Wertpapierbörse gehandelten Wertpapiere.

4. Wertpapiere, welche weder an einer Börse noch auf einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt werden, werden zu dem letzten verfügbaren Marktpreis bewertet; falls dieser nicht verfügbar ist, so wird der Wert dieser Wertpapiere nach vom Verwaltungsrat festgelegten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar Kriterien und auf Basis des voraussichtlich zu erzielenden Verkaufspreises festgelegt.

5. Die auf Wertpapiere anfallenden anteiligen Zinsen werden mit einbezogen, soweit sie nicht bereits im Kurswert enthalten sind.

6. Der Wert der Bankguthaben wird festgelegt auf deren Nominalwert zuzüglich aufgelaufenen Zinsen. Zum Zwecke der Emission oder der Rücknahme können Zinsen bis zum Zahlungstag aufgerechnet werden.

7. Festgelder können zum Renditekurs bewertet werden, sofern ein entsprechender Vertrag zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar sind und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht.

8. Devisentermingeschäfte und Optionen werden grundsätzlich zu den letzten verfügbaren Börsenkursen bzw. Maklerpreisen bewertet. Sofern ein Bewertungstag gleichzeitig Abrechnungstag einer Option ist, erfolgt die Bewertung der entsprechenden Optionen zu ihrem jeweiligen Schlussabrechnungspreis («settlement price»).

9. Der Wert von Geldmarktpapieren wird progressiv an den Rücknahmekurs angeglichen auf Basis des Nettokaufpreises und einem konstant gehaltenen daraus resultierenden Ertrag. Im Falle einer beträchtlichen Änderung der Marktbedingungen wird die Bewertungsbasis den neuen Markterträgen angepaßt.

10. Alle anderen Vermögenswerte werden zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben und allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar Bewertungsregeln festgelegt hat,

11. Die Summen, welche aus solchen Bewertungen resultieren, werden in die Referenzwährung eines jeden Teilfonds aufgrund des jeweilig dann gültigen Mittelkurses umgewandelt. Devisengeschäfte die zum Zwecke der Kurssicherung abgeschlossen werden sind bei dieser Umwandlung zu berücksichtigen.

Art. 8. Einstellung der Berechnung des Inventarwertes pro Anteil

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Inventarwertes der Anteile eines Teilfonds zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der die Berechnung des Inventarwertes von Zielfonds, in welchen ein wesentlicher Teil des Fondsvermögens des betreffenden Teilfonds angelegt ist, ausgesetzt ist, oder wenn eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist;

b) in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Fondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Inventarwertes pro Anteil ordnungsgemäß durchzuführen.

2. Anleger, welche einen Rücknahme- oder Umtauschvertrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Berechnung des Inventarwertes pro Anteil unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Berechnung des Inventarwertes pro Anteil unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt.

Jeder Antrag für die Zeichnung, die Rücknahme oder den Umtausch kann im Fall einer Aussetzung der Berechnung des Inventarwertes pro Anteil vom Anteilinhaber bis zum Zeitpunkt der Veröffentlichung der Wiederaufnahme der Berechnung des Inventarwertes pro Anteil widerrufen werden.

Art. 9. Rücknahme und Umtausch von Anteilen

1. Die Anteilinhaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zum Inventarwert pro Anteil zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt zum Inventarwert pro Anteil gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements (Rücknahmepreis) und nur an einem Bewertungstag im Sinne von Artikel 5 Nr. 5 des Allgemeinen Verwaltungsreglements. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt unverzüglich nach dem entsprechenden Bewertungstag, spätestens aber innerhalb von vier Bankarbeitstagen in Luxemburg nach dem entsprechenden Bewertungstag bzw. spätestens innerhalb von sieben Kalendertagen nach Eingang des vollständigen Rücknahmeantrages bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen oder den Vertriebsstellen in der entsprechenden Referenzwährung, wie sie für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt und dem betreffenden Sonderreglement angegeben ist. Mit Auszahlung des Rücknahmepreises erlischt der entsprechende Anteil.

2. Für alle Rücknahmeaufträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen oder den Vertriebsstellen bis 15.00 Uhr an einem Bewertungstag eingehen, gilt der am übernächsten Bewertungstag ermittelte Rücknahmepreis je Anteil. Rücknahmeaufträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen oder den Vertriebsstellen nach 15.00 Uhr an einem Bewertungstag eingehen, werden so behandelt, als wären sie am nachfolgenden Bewertungstag vor 15.00 Uhr eingegangen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden. Entsprechendes gilt für Anträge auf Umtausch von Anteilen. Die Verwaltungsgesellschaft achtet aber darauf, daß dem jeweiligen Teilfondsvermögen ausreichende flüssige Mittel zur Verfügung stehen, damit eine Rücknahme von Anteilen auf Antrag von Anteilhabern unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

4. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Rücknahme von Anteilen wegen einer Einstellung der Anteilwertberechnung gemäß Art. 8 des Allgemeinen Verwaltungsreglements zeitweilig einzustellen; entsprechendes gilt für den Umtausch von Anteilen.

5. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

6. Anteilinhaber können jederzeit sämtliche oder Teile der von ihnen an einer Anteilklasse eines Teilfonds gehaltenen Anteile gegen Anteile der jeweiligen Anteilklasse eines anderen Teilfonds oder einer anderen Anteilklasse dieses Teilfonds umtauschen. Dies gilt jedoch mit der Massgabe, dass die jeweiligen Anteilinhaber die im Einzelfall geltenden Voraussetzungen erfüllen, um Anteile der jeweiligen Anteilklasse, in die die betreffenden Anteile einer Anteilklasse umgetauscht werden, zeichnen zu können.

7. Der Umtausch sämtlicher oder eines Teils der Anteile in Anteile einer anderen Anteilklasse desselben Teilfonds erfolgt auf der Grundlage des jeweils gültigen Inventarwertes der Anteile der betreffenden Anteilklassen unter Berücksichtigung einer Umtauschprovision. Der Umtausch sämtlicher oder eines Teils der Anteile in Anteile derselben Anteilklasse eines anderen Teilfonds erfolgt auf der Grundlage des jeweils gültigen Inventarwertes der Anteile der betreffenden Anteilklassen der betreffenden Teilfonds unter Berücksichtigung einer Umtauschprovision. Die maximale Höhe der Umtauschprovision ist dem jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt und dem jeweiligen Sonderreglement zu den Teilfonds zu entnehmen. Die Umtauschprovision wird an die Vertriebsstelle gezahlt.

8. Für alle Umtauschanträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen oder den Vertriebsstellen bis 15.00 Uhr an einem Bewertungstag eingehen, gilt der am übernächsten Bewertungstag ermittelte Inventarwert pro Anteil. Umtauschanträge, die bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen oder den Vertriebsstellen nach 15.00 Uhr an einem Bewertungstag eingehen, werden so behandelt, als wären sie am nachfolgenden Bewertungstag vor 15.00 Uhr eingegangen.

9. Fondsanteile können bei der Verwaltungsgesellschaft, den Zahlstellen oder den Vertriebsstellen zurückgegeben bzw. umgetauscht werden.

Art. 10. Rechnungsjahr - Abschlußprüfung

1. Das Rechnungsjahr des Fonds beginnt am 1. November jeden Jahres und endet am 31. Oktober des folgenden Jahres. Das erste Rechnungsjahr beginnt mit Gründung des Fonds und endet am 31. Oktober 2002. Ein erster geprüfter Zwischenbericht wird zum 31. Oktober 2002 erstellt werden.

2. Die Jahresabschlüsse des Fonds werden von einem Wirtschaftsprüfer kontrolliert, der von der Verwaltungsgesellschaft ernannt wird.

Art. 11. Verwendung der Erträge

Die Verwaltungsgesellschaft wird die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge in dem jeweiligen Teilfonds thesaurieren. Der Verwaltungsgesellschaft bleibt es jedoch vorbehalten, solche Anteile einer Anteilklasse aufzulegen, welche im Hinblick auf die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge zu einer Ausschüttung berechtigen («Ausschüttende Anteile»). In diesem Fall werden der Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) und die Sonderreglements entsprechend ergänzt.

Art. 12. Kosten

Neben den im Sonderreglement des entsprechenden Teilfonds festgelegten Kosten trägt jeder Teilfonds folgende Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

1. Für die Verwaltung des jeweiligen Teilfonds erhebt die Verwaltungsgesellschaft ein Entgelt, dessen Höhe im jeweiligen Sonderreglement festgelegt ist. Neben der Vergütung der Verwaltungsgesellschaft für die Verwaltung der Teilfonds wird dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Verwaltungsvergütung für die in ihm enthaltenen Zielfonds berechnet. Soweit ein Zielfonds von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder einer anderen Gesellschaft, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, verwaltet wird, werden dafür dem jeweiligen Teilfonds von der Verwaltungsgesellschaft keine Ausgabeaufschläge, Rücknahmeabschläge und keine Verwaltungsvergütung belastet. Diese Beschränkung ist ebenfalls in den Fällen anwendbar, in denen ein Teilfonds Anteile einer Investmentgesellschaft erwirbt, mit der er im Sinne des vorhergehenden Satzes verbunden ist. Bei der Verwaltungsvergütung kann das dadurch erreicht werden, daß die Verwaltungsgesellschaft ihre Verwaltungsvergütung für den auf Anteile an solchen verbundenen Zielfonds entfallenden Teil - gegebenenfalls bis zu ihrer gesamten Höhe - jeweils um die von den erworbenen Zielfonds berechnete Verwaltungsvergütung kürzt. Leistungsbezogene Vergütungen und Gebühren für die Anlageberatung fallen ebenfalls unter den Begriff der Verwaltungsvergütung und sind deshalb mit einzu-beziehen. Soweit ein Teilfonds jedoch in Zielfonds anlegt, die von anderen Gesellschaften aufgelegt und/oder verwaltet werden, sind gegebenenfalls der jeweilige Ausgabeaufschlag bzw. eventuelle Rücknahmegebühren zu berücksichtigen. Im übrigen ist zu berücksichtigen, daß zusätzlich zu den Kosten, die dem Teilfondsvermögen gemäß den Bestimmungen dieses Allgemeinen Verwaltungsverreglements, des Sonderreglements und des Verkaufsprospektes (nebst Anhängen) belastet werden, Kosten für das Management und die Verwaltung der Zielfonds, in welchen der Teilfonds anlegt sowie die Depotbankvergütung, die Kosten der Wirtschaftsprüfer, Steuern sowie sonstige Kosten und Gebühren, auf das Fondsvermögen dieser Zielfonds anfallen werden und somit eine Mehrfachbelastung mit gleichartigen Kosten entstehen kann.

2. Das Entgelt der Depotbank, dessen maximale Höhe im jeweiligen Sonderreglement für den betreffenden Teilfonds aufgeführt wird, sowie deren vertretbare Auslagen und bankübliche Gebühren.

3. Das Entgelt der Zentralen Verwaltungsstelle, dessen maximale Höhe im jeweiligen Sonderreglement für den betreffenden Teilfonds aufgeführt wird. Zusätzlich zu dieser Vergütung wird die Zentrale Verwaltungsstelle aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen für sämtliche angemessene Aufwendungen, für Gebühren und Ausgaben, die von Dritten erhoben werden, und für angemessene, mit der Verwaltungsgesellschaft vereinbarte besonderen Ausgaben entschädigt.

Die Domizilstelle erhält eine Vergütung von EUR 12.500,- p.a., die anteilig aus den jeweiligen Teilfondsvermögen zahlbar ist.

Sämtliche Kosten werden zunächst gegen das laufende Einkommen und die Kapitalgewinne sowie zuletzt gegen das jeweilige Teilfondsvermögen gerechnet.

Die Verwaltungsgesellschaft kann dem jeweiligen Teilfonds außerdem folgende Kosten belasten:

a) die im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögensgegenständen anfallenden Kosten mit Ausnahme von Ausgabeaufschlägen und Rücknahmeabschlägen bei Anteilen von Zielfonds, die von der Verwaltungsgesellschaft selbst oder von einer anderen Gesellschaft, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine wesentliche unmittelbare oder mittelbare Beteiligung verbunden ist, verwaltet werden. Diese Beschränkung ist ebenfalls in den Fällen anwendbar, in denen ein Teilfonds Anteile einer Investmentgesellschaft erwirbt, mit der er im Sinne des vorhergehenden Satzes verbunden ist,

b) Steuern, die auf das Teilfondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden,

c) Kosten für Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilinhaber des jeweiligen Teilfonds handeln,

d) Kosten des Wirtschaftsprüfers,

e) Kosten der Vorbereitung und Erstellung sowie der Hinterlegung und Veröffentlichung dieses Allgemeinen Verwaltungsverreglements, des jeweiligen Sonderreglements sowie anderer Dokumente, die den jeweiligen Teilfonds betreffen, einschließlich Anmeldungen zur Registrierung, Verkaufsprospekte (nebst Anhängen) oder schriftliche Erläuterungen bei sämtlichen Aufsichtsbehörden und Börsen (einschließlich örtlichen Wertpapierhändlervereinigungen), die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfonds oder dem Anbieten der Anteile vorgenommen/erstellt werden müssen, die Druck- und Vertriebskosten der Jahres- und Halbjahresberichte für die Anteilinhaber in allen notwendigen Sprachen sowie Druck- und Vertriebskosten sämtlicher weiterer Berichte und Dokumente, die gemäß den anwendbaren Gesetzen oder Verordnungen der genannten Behörden notwendig sind, die Gebühren an die jeweiligen Repräsentanten im Ausland sowie sämtliche Verwaltungsgebühren,

f) die banküblichen Gebühren gegebenenfalls einschließlich der banküblichen Kosten für die Verwahrung ausländischer Investmentanteile im Ausland,

g) Kosten für die Werbung und solche, die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Anteilen anfallen,

h) Kosten der für die Anteilhaber bestimmten Veröffentlichungen,

i) Kosten für die Gründung des Fonds und die Erstaussgabe von Anteilen.

Unter 6. b) ist vor allem die Luxemburger «taxe d'abonnement» für die Anlage in Zielfonds nicht-Luxemburger Rechts zu nennen. Eine Schätzung der unter 6. a) und c) bis h) fallenden Kosten und der unter 2. genannten Auslagen und Gebühren der Depotbank sowie der unter 3. Genannten Aufwendungen, Gebühren und (besonderen) Ausgaben der Zentralen Verwaltungsstelle (zusammen die «jährlichen, nicht bezifferbaren Kosten») wird für den jeweiligen Teilfonds im betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt sowie im jeweiligen Sonderreglement angegeben. Sämtliche Kosten werden zunächst dem laufenden Einkommen und Kapitalgewinnen sowie zuletzt dem jeweiligen Teilfondsvermögen angerechnet.

Die Kosten für die Gründung des Fonds und die Erstaussgabe von Anteilen werden auf maximal EUR 80.000,- geschätzt und werden dem Fondsvermögen der bei der Gründung bestehenden Teilfonds bis zum 31. Oktober 2003 belastet. Die Aufteilung der Gründungskosten sowie der o.g. Kosten, welche nicht ausschließlich im Zusammenhang mit dem Vermögen eines bestimmten Teilfonds stehen, erfolgt auf die jeweiligen Teilfondsvermögen pro rata durch die Verwaltungsgesellschaft. Kosten im Zusammenhang mit der Auflegung weiterer Teilfonds werden dem jeweiligen Teilfondsvermögen belastet, dem sie zuzurechnen sind.

Art. 13. Änderungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements und der Sonderreglements

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Allgemeine Verwaltungsreglement sowie jedes Sonderreglements jederzeit vollständig oder teilweise ändern.

2. Änderungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements sowie der jeweiligen Sonderreglements werden beim Handelsregister des Bezirksgerichtes Luxemburg hinterlegt und im Mémorial veröffentlicht und treten mit Unterzeichnung in Kraft.

Art. 14. Veröffentlichungen

1. Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie alle sonstigen Informationen können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, jeder Zahlstelle und jeder Vertriebsstelle erfragt werden.

2. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt für den Fonds einen geprüften Jahresbericht sowie einen Halbjahresbericht entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Großherzogtum Luxemburg. In jedem Jahres- und Halbjahresbericht wird der Betrag der Ausgabeaufschläge und Rücknahmeabschläge angegeben, die jedem Teilfonds im Berichtszeitraum für den Erwerb und die Rückgabe von Anteilen an Zielfonds berechnet worden sind, sowie die Vergütung angegeben, die dem jeweiligen Teilfonds von einer anderen Verwaltungsgesellschaft (Kapitalanlagegesellschaft) oder einer anderen Investmentgesellschaft einschließlich ihrer Verwaltungsgesellschaft als Verwaltungsvergütung für die in dem jeweiligen Teilfonds gehaltenen Anteile berechnet wurde.

3. Verkaufsprospekt (einschließlich Anhängen), Allgemeines Verwaltungsreglement, die Sonderreglements sowie Jahres- und Halbjahresbericht des Fonds sind für die Anteilhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, bei jeder Zahlstelle und jeder Vertriebsstelle erhältlich. Der jeweils gültige Depotbankvertrag sowie die Satzung der Verwaltungsgesellschaft können bei der Verwaltungsgesellschaft, bei den Zahlstellen und bei den Vertriebsstellen an deren jeweiligen Hauptsitz eingesehen werden

Art. 15. Auflösung des Fonds

1. Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Unbeschadet dieser Regelung können der Fonds bzw. ein oder mehrere Teilfonds jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden,

2. Die Auflösung des Fonds erfolgt zwingend in folgenden Fällen:

a) wenn die Depotbankbestellung gekündigt wird, ohne daß eine neue Depotbankbestellung innerhalb der gesetzlichen oder vertraglichen Fristen erfolgt

b) wenn über die Verwaltungsgesellschaft das Insolvenzverfahren eröffnet wird oder die Verwaltungsgesellschaft liquidiert wird

c) wenn das Fondsvermögen während mehr als sechs Monaten unter einem Viertel der Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Nr. 4 des Allgemeinen Verwaltungsreglements bleibt

d) in anderen, im Gesetz vom 30. März 1988 vorgesehenen Fällen.

3. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur vorzeitigen Auflösung des Fonds bzw. eines Teilfonds führt, wird die Ausgabe von Anteilen eingestellt, Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilhabern des jeweiligen Teilfonds nach deren Anspruch verteilen. Nettoliquidationserlöse, die nicht zum Abschluß des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluß des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

4. Die Anteilhaber, deren Erben, Gläubiger oder Rechtsnachfolger können weder die vorzeitige Auflösung, noch die Teilung des Fonds oder eines Teilfonds beantragen.

5. Die Auflösung des Fonds oder eines Teilfonds gemäß Artikel 15 wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens drei Tageszeitungen, von denen eine Luxemburger Zeitung ist, veröffentlicht.

Art. 16. Verschmelzung von Fonds und von Teilfonds

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann gemäß den nachfolgenden Bedingungen beschließen, zwei Teilfonds des Fonds zu verschmelzen oder den Fonds oder einen Teilfonds in einen anderen Fonds, der von derselben Verwaltungsgesellschaft

oder einer anderen Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird, einzubringen. Die Verschmelzung kann in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Netto-Fondsvermögen bzw. ein Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Fonds bzw. Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten,

- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Fonds bzw. den Teilfonds zu verwalten.

Eine solche Verschmelzung ist nur insofern vollziehbar, als die Anlagepolitik des einzubringenden Fonds oder Teilfonds nicht gegen die Anlagepolitik des aufnehmenden Fonds oder Teilfonds verstößt.

2. Die Durchführung der Verschmelzung vollzieht sich wie eine Auflösung des einzubringenden Fonds oder Teilfonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Fonds oder Teilfonds gegen Ausgabe von Anteilen an die Anteilhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds,

3. Der Beschluß der Verwaltungsgesellschaft zur Verschmelzung von Fonds oder Teilfonds wird jeweils in einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile des einzubringenden Fonds oder Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht.

4. Die Anteilhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds haben während 30 Tagen das Recht, ohne Kosten die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Anteile zum einschlägigen Inventarwert pro Anteil nach dem Verfahren, wie es in Artikel 9 des Allgemeinen Verwaltungsreglements beschrieben ist, zu verlangen. Die Anteile der Anteilhaber, welche die Rücknahme ihrer Anteile nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage der Inventarwerte pro Anteil an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Anteile des aufnehmenden Fonds ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Anteilhaber einen Spitzenausgleich.

5. Der Beschluß, den Fonds oder einen Teilfonds mit einem ausländischen Fonds zu verschmelzen, bedarf der Genehmigung der Versammlung der Anteilhaber des Fonds oder des einzubringenden Teilfonds. Die Einladung zu der Versammlung der Anteilhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds wird von der Verwaltungsgesellschaft zweimal in einem Abstand von mindestens acht Tagen und acht Tage vor der Versammlung in einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile des einzubringenden Fonds oder Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht. Der Beschluß zur Genehmigung der Verschmelzung des Fonds mit einem ausländischen Fonds unterliegt einem Anwesenheitsquorum von 50% der sich im Umlauf befindlichen Anteilen und wird mit einer 2/3 Mehrheit der anwesenden oder der mittels einer Vollmacht vertretenen Anteile getroffen, wobei nur die Anteilhaber an den Beschluß gebunden sind, die für die Verschmelzung gestimmt haben. Bei den Anteilhabern, die nicht an der Versammlung teilgenommen haben sowie bei allen Anteilhabern, die nicht für die Verschmelzung gestimmt haben, wird davon ausgegangen, daß sie ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben.

Art. 17. Verjährung

1. Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von 5 Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; davon unberührt bleibt die in Artikel 15 Nr. 3 enthaltene Regelung.

2. Die Vorlegungsfrist für Ertragsscheine beträgt 5 Jahre ab Veröffentlichung der jeweiligen Ausschüttungserklärung. Ausschüttungsbeträge die nicht innerhalb dieser Frist geltend gemacht wurden verfallen zugunsten des Fonds.

Art. 18. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache

1. Das Allgemeine Verwaltungsreglement des Fonds sowie das jeweilige Sonderreglement des einzelnen Teilfonds unterliegt Luxemburger Recht. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank. Insbesondere gelten in Ergänzung zu den Regelungen des Allgemeinen Verwaltungsreglements die Vorschriften des Gesetzes vom 30. März 1988. Das Allgemeine Verwaltungsreglement sowie die jeweiligen Sonderreglements sind bei dem Bezirksgericht in Luxemburg hinterlegt. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht jeden Vertriebslandes zu unterwerfen, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den Fonds beziehen.

2. Der deutsche Wortlaut dieses Allgemeinen Verwaltungsreglements ist maßgeblich. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile des Fonds, die an Anleger in dem jeweiligen Land verkauft wurden, für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen solche Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen oder berechtigt sind.

Art. 19. Inkrafttreten

Das Allgemeine Verwaltungsreglement tritt am Tag der Unterzeichnung in Kraft, sofern nichts anderes bestimmt ist.

Luxemburg, den 19. Juni 2002.

Unterschrift

Verwaltungsgesellschaft

Unterschriften

Depotbank

AIG FOUNDATION INVESTMENTS - GLOBAL BALANCED PORTFOLIO

Sonderreglement

Für den Teilfonds AIG Foundation Investments - Global Balanced Portfolio (nachfolgend der «Teilfonds») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Art. 1. Anlagepolitik

Dieser Teilfonds strebt Einkünfte und Kapitalzuwachs in Euro an. Im Hinblick auf die Einkünfte wird der Teilfonds das Teilfondsvermögen in global und regional investierenden Rentenfonds der Referenzwährung anlegen. Zur Erzielung des Kapitalzuwachses wird der Teilfonds sein Teilfondsvermögen hauptsächlich in Anteile von global und regional investierenden Aktienfonds anlegen.

Die Anlage in Aktienfonds stellt, je nach Beurteilung der Marktlage, einen Anteil von zwischen 40% und 60% des Netto-Teilfondsvermögens dar.

Die Anlagen in Rentenfonds kann, je nach Markteinschätzung, zwischen 60% und 40% des Netto-Teilfondsvermögens betragen. Des Weiteren ist der Teilfonds berechtigt, bis zu 10% seines Netto-Teilfondsvermögens in Geldmarktfonds und flüssige Mittel anzulegen.

Art. 2. Referenzwährung, Ausgabepreis, Rücknahmepreis, Umtauschprovision

1. Die Referenzwährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Inventarwert pro Anteil des entsprechenden Bewertungstages (zuzüglich eines Ausgabeaufschlages von bis zu 5%, der auf den Inventarwert pro Anteil erhoben wird).

3. Rücknahmepreis ist der Inventarwert pro Anteil gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

4. Der Umtausch erfolgt auf der Basis der jeweiligen Inventarwerte der Anteile. Der Umtausch unterliegt einer Umtauschprovision von bis zu 1,00% (in % des Inventarwertes pro Anteil).

Art. 3. Anteilklassen

1. Der Teilfonds wird in die folgenden Anteilklassen unterteilt:

- Y-Anteile für institutionelle Anleger;
- A-Anteile für private Anleger;
- A1-Anteile für Versicherungsgesellschaften.

Die Anteilklassen unterscheiden sich durch die Verwaltungsvergütung sowie, im Hinblick auf A- und A1-Anteile, die bestellte Vertriebsstelle.

2. Die Mindestanlage für Y-Anteile beträgt jederzeit EUR 1 Mio. Der Verwaltungsgesellschaft bleibt es jedoch unbenommen, eine hiervon abweichende Entscheidung im Einzelfall zu beschliessen.

Art. 4. Kosten

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt zu erhalten, das vierteljährlich auf das durchschnittliche monatliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und vierteljährlich nachträglich auszuzahlen ist.

Die Verwaltungsvergütung berechnet sich wie folgt:

- Für Y-Anteile: 0,35% p.a.
- Für A-Anteile: 1,35% p.a.
- Für A1-Anteile: 2,00% p.a.

2. Die Depotbank erhält eine Vergütung von bis zu 0,05% p.a., die vierteljährlich auf das durchschnittliche monatliche Netto-Fondsvermögen während des betreffenden Quartals berechnet und dem Teilfonds im Verhältnis zum Netto-Teilfondsvermögen in Rechnung gestellt wird. Dieses Entgelt ist vierteljährlich nachträglich auszuzahlen.

3. Die Zentrale Verwaltungsstelle erhält aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen ein Entgelt in Höhe von bis zu 0,35% p.a., das vierteljährlich nachträglich auf das durchschnittliche monatliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und vierteljährlich nachträglich auszuzahlen ist.

4. Die jährlichen, nicht bezifferbaren Kosten (vgl. Art. 12 des Allgemeinen Verwaltungsreglements) werden EUR 30.000.- voraussichtlich nicht überschreiten.

Art. 5. Ausschüttungspolitik

Es ist vorgesehen die Erträge des Teilfonds zu thesaurieren.

Art. 6. Dauer des Teilfonds

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Art. 7. Inkrafttreten

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 19. Juni 2002 in Kraft getreten und wird am 11. Juli 2002 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations» dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg veröffentlicht.

AIG FOUNDATION INVESTMENTS - GLOBAL GROWTH PORTFOLIO

Sonderreglement

Für den Teilfonds AIG Foundation Investments - Global Growth Portfolio (nachfolgend der «Teilfonds») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Art. 1. Anlagepolitik

Dieser Teilfonds strebt Einkünfte und Kapitalzuwachs in Euro an. Im Hinblick auf die Einkünfte wird der Teilfonds das Teilfondsvermögen in global und regional investierenden Rentenfonds der Referenzwährung anlegen. Zur Erzielung des Kapitalzuwachses wird der Teilfonds sein Netto-Teilfondsvermögen hauptsächlich in Anteile von global und regional investierenden Aktienfonds anlegen.

Die Anlage in Aktienfonds stellt, je nach Beurteilung der Marktlage, einen Anteil von zwischen 60% und 80% des Netto-Teilfondsvermögens dar.

Die Anlagen in Rentenfonds kann, je nach Markteinschätzung, zwischen 20% und 40% des Netto-Teilfondsvermögens betragen. Des Weiteren ist der Teilfonds berechtigt, bis zu 10% seines Netto-Teilfondsvermögens in Geldmarktfonds und flüssige Mittel anzulegen.

Art. 2. Referenzwährung, Ausgabepreis, Rücknahmepreis, Umtauschprovision

1. Die Referenzwährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Inventarwert pro Anteil des entsprechenden Bewertungstages (zuzüglich eines Ausgabeaufschlages von bis zu 5%, der auf den Inventarwert pro Anteil erhoben wird).

3. Rücknahmepreis ist der Inventarwert pro Anteil gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

4. Der Umtausch erfolgt auf der Basis der jeweiligen Inventarwerte der Anteile. Der Umtausch unterliegt einer Umtauschprovision von bis zu 1,00% (in % des Inventarwertes pro Anteil).

Art. 3. Anteilklassen

1. Der Teilfonds wird in die folgenden Anteilklassen unterteilt:

- Y-Anteile für institutionelle Anleger;
- A-Anteile für private Anleger.
- A1-Anteile für Versicherungsgesellschaften.

Die Anteilklassen unterscheiden sich durch die Verwaltungsvergütung sowie, im Hinblick auf A- und A1-Anteile, die bestellte Vertriebsstelle.

2. Die Mindestanlage für Y-Anteile beträgt jederzeit EUR 1 Mio. Der Verwaltungsgesellschaft bleibt es jedoch unbenommen, eine hiervon abweichende Entscheidung im Einzelfall zu beschliessen.

Art. 4. Kosten

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt zu erhalten, das vierteljährlich auf das durchschnittliche monatliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und vierteljährlich nachträglich auszuzahlen ist.

Die Verwaltungsvergütung berechnet sich wie folgt:

- Für Y-Anteile: 0,35% p.a.
- Für A-Anteile: 1,35% p.a.
- Für A1-Anteile: 2,00% p.a.

2. Die Depotbank erhält eine Vergütung von bis zu 0,05% p.a., die vierteljährlich auf das durchschnittliche monatliche Netto Fondsvermögen während des betreffenden Quartals berechnet und dem Teilfonds im Verhältnis zum Netto-Teilfondsvermögen in Rechnung gestellt wird. Dieses Entgelt ist vierteljährlich nachträglich auszuzahlen.

3. Die Zentrale Verwaltungsstelle erhält aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen ein Entgelt in Höhe von bis zu 0,35% p.a., das vierteljährlich nachträglich auf das durchschnittliche monatliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und vierteljährlich nachträglich auszuzahlen ist.

4. Die jährlichen, nicht bezifferbaren Kosten (vgl. Art. 12 des Allgemeinen Verwaltungsreglements) werden EUR 30.000,- voraussichtlich nicht überschreiten.

Art. 5. Ausschüttungspolitik

Es ist vorgesehen die Erträge des Teilfonds zu thesaurieren.

Art. 6. Dauer des Teilfonds

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Art. 7. Inkrafttreten

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 19. Juni 2002 in Kraft getreten und wird am 11. Juli 2002 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg veröffentlicht.

AIG FOUNDATION INVESTMENTS - GLOBAL EQUITY PORTFOLIO

Sonderreglement

Für den Teilfonds AIG Foundation Investments - Global Equity Portfolio (nachfolgend der «Teilfonds») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Art. 1. Anlagepolitik

Dieser Teilfonds strebt Einkünfte und Kapitalzuwachs in Euro an. Im Hinblick auf die Einkünfte wird der Teilfonds das Teilfondsvermögen in global und regional investierenden Rentenfonds anlegen. Zur Erzielung des Kapitalzuwachses wird der Teilfonds sein Netto-Teilfondsvermögen hauptsächlich in Anteile von global und regional investierenden Aktienfonds anlegen.

Die Anlage in Aktienfonds stellt, je nach Beurteilung der Marktlage, einen Anteil von zwischen 80% und 100% des Netto-Teilfondsvermögens dar.

Die Anlagen in Rentenfonds kann, je nach Markteinschätzung, zwischen 0% und 20% des Netto-Teilfondsvermögens betragen. Des Weiteren ist der Teilfonds berechtigt, bis zu 10% seines Netto-Teilfondsvermögens in Geldmarktfonds und flüssige Mittel anzulegen.

Art. 2. Referenzwährung, Ausgabepreis, Rücknahmepreis, Umtauschprovision

1. Die Referenzwährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Inventarwert pro Anteil des entsprechenden Bewertungstages (zuzüglich eines Ausgabeaufschlages von bis zu 5%, der auf den Inventarwert pro Anteil erhoben wird).

3. Rücknahmepreis ist der Inventarwert pro Anteil gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

4. Der Umtausch erfolgt auf der Basis der jeweiligen Inventarwerte der Anteile. Der Umtausch unterliegt einer Umtauschprovision von bis zu 1,00% (in % des Inventarwertes pro Anteil).

Art. 3. Anteilklassen

1. Der Teilfonds wird in die folgenden Anteilklassen unterteilt:

Y-Anteile für institutionelle Anleger;

A-Anteile für private Anleger

A1-Anteile für Versicherungsgesellschaften.

Die Anteilklassen unterscheiden sich durch die Verwaltungsvergütung sowie, im Hinblick auf A- und A1-Anteile, die bestellte Vertriebsstelle.

2. Die Mindestanlage für Y-Anteile beträgt jederzeit EUR 1 Mio. Der Verwaltungsgesellschaft bleibt es jedoch unbenommen, eine hiervon abweichende Entscheidung im Einzelfall zu beschliessen.

Art. 4. Kosten

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt zu erhalten, das vierteljährlich auf das durchschnittliche monatliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und vierteljährlich nachträglich auszuführen ist.

Die Verwaltungsvergütung berechnet sich wie folgt:

Für Y-Anteile: 0,35% p.a.

Für A-Anteile: 1,35% p.a.

Für A1-Anteile: 2,00% p.a.

2. Die Depotbank erhält eine Vergütung von bis zu 0,05% p.a., die vierteljährlich auf das durchschnittliche monatliche Netto-Fondsvermögen während des betreffenden Quartals berechnet und dem Teilfonds im Verhältnis zum Netto-Teilfondsvermögen in Rechnung gestellt wird. Dieses Entgelt ist vierteljährlich nachträglich auszuführen.

3. Die Zentrale Verwaltungsstelle erhält aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen ein Entgelt in Höhe von bis zu 0,35%, das vierteljährlich nachträglich auf das durchschnittliche monatliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und vierteljährlich nachträglich auszuführen ist.

4. Die jährlichen, nicht bezifferbaren Kosten (vgl. Art. 12 des Allgemeinen Verwaltungsreglements) werden EUR 30.000 voraussichtlich nicht überschreiten.

Art. 5. Ausschüttungspolitik

Es ist vorgesehen die Erträge des Teilfonds zu thesaurieren.

Art. 6. Dauer des Teilfonds

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Art. 7. Inkrafttreten

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 19. Juni 2002 in Kraft getreten und wird am 11. Juli 2002 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg veröffentlicht.

AIG FOUNDATION INVESTMENTS - EUROPE BALANCED PORTFOLIO*Sonderreglement*

Für den Teilfonds AIG Foundation Investments - Europe Balanced Portfolio (nachfolgend der «Teilfonds») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Art. 1. Anlagepolitik

Dieser Teilfonds strebt Einkünfte und Kapitalzuwachs in Euro an. Im Hinblick auf die Einkünfte wird der Teilfonds in Europa investierende Rentenfonds der Referenzwährung anlegen. Zur Erzielung des Kapitalzuwachses wird der Teilfonds sein Netto-Teilfondsvermögen hauptsächlich in Anteile von in Europa investierende Aktienfonds anlegen.

Die Anlage in Aktienfonds stellt, je nach Beurteilung der Marktlage, einen Anteil von zwischen 40% und 60% des Netto-Teilfondsvermögens dar.

Die Anlagen in Rentenfonds kann, je nach Markteinschätzung zwischen 60% und 40% des Netto-Teilfondsvermögens betragen. Des Weiteren ist der Teilfonds berechtigt, bis zu 10% seines Netto-Teilfondsvermögens in Geldmarktfonds und flüssige Mittel anzulegen.

Art. 2. Referenzwährung, Ausgabepreis, Rücknahmepreis, Umtauschprovision

1. Die Referenzwährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Inventarwert pro Anteil des entsprechenden Bewertungstages (zuzüglich eines Ausgabeaufschlages von bis zu 5%, der auf den Inventarwert pro Anteil erhoben wird).

3. Rücknahmepreis ist der Inventarwert pro Anteil gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

4. Der Umtausch erfolgt auf der Basis der jeweiligen Inventarwerte der Anteile. Der Umtausch unterliegt einer Umtauschprovision von bis zu 1,00% (in % des Inventarwertes pro Anteil).

Art. 3. Anteilklassen

1. Der Teilfonds wird in die folgenden Anteilklassen unterteilt:

Y-Anteile für institutionelle Anleger;

A-Anteile für private Anleger

A1-Anteile für Versicherungsgesellschaften.

Die Anteilklassen unterscheiden sich durch die Verwaltungsvergütung sowie, im Hinblick auf A- und A1-Anteile, die bestellte Vertriebsstelle.

2. Die Mindestanlage für Y-Anteile beträgt jederzeit EUR 1 Mio. Der Verwaltungsgesellschaft bleibt es jedoch unbenommen, eine hiervon abweichende Entscheidung im Einzelfall zu beschliessen.

Art. 4. Kosten

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt zu erhalten, das vierteljährlich auf das durchschnittliche monatliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und vierteljährlich nachträglich auszuführen ist.

Die Verwaltungsvergütung berechnet sich wie folgt:

Für Y-Anteile: 0,35% p.a.

Für A-Anteile: 1,35% p.a.

Für A1-Anteile: 2,00% p.a.

2. Die Depotbank erhält eine Vergütung von bis zu 0,05% p.a., die vierteljährlich auf das durchschnittliche monatliche Netto-Fondsvermögen während des betreffenden Quartals berechnet und dem Teilfonds im Verhältnis zum Netto-Teilfondsvermögen in Rechnung gestellt wird. Dieses Entgelt ist vierteljährlich nachträglich auszuführen.

3. Die Zentrale Verwaltungsstelle erhält aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen ein Entgelt in Höhe von bis zu 0,35%, das vierteljährlich nachträglich auf das durchschnittliche monatliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und vierteljährlich nachträglich auszuführen ist.

A. Die jährlichen, nicht bezifferbaren Kosten (vgl. Art. 12 des Allgemeinen Verwaltungsreglements) werden EUR 30.000 voraussichtlich nicht überschreiten.

Art. 5. Ausschüttungspolitik

Es ist vorgesehen die Erträge des Teilfonds zu thesaurieren.

Art. 6. Dauer des Teilfonds

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Art. 7. Inkrafttreten

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 19. Juni 2002 in Kraft getreten und wird am 11. Juli 2002 im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg veröffentlicht.

AIG FOUNDATION INVESTMENTS - EUROPE GROWTH PORTFOLIO

Sonderreglement

Für den Teilfonds AIG Foundation Investments - Europe Growth Portfolio (nachfolgend der «Teilfonds») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Art. 1. Anlagepolitik

Dieser Teilfonds strebt Einkünfte und Kapitalzuwachs in Euro an. Im Hinblick auf die Einkünfte wird der Teilfonds in Europa investierende Rentenfonds der Referenzwährung anlegen. Zur Erzielung des Kapitalzuwachses wird der Teilfonds sein Netto-Teilfondsvermögen hauptsächlich in Anteile von in Europa investierende Aktienfonds anlegen.

Die Anlage in Aktienfonds stellt, je nach Beurteilung der Märkte, einen Anteil von zwischen 60% und 80% des Netto-Teilfondsvermögens dar.

Die Anlagen in Rentenfonds kann, je nach Markteinschätzung, zwischen 20% und 40% des Netto-Teilfondsvermögens betragen. Des Weiteren ist der Teilfonds berechtigt, bis zu 10% seines Netto-Teilfondsvermögens in Geldmarktfonds und flüssige Mittel anzulegen.

Art. 2. Referenzwährung, Ausgabepreis, Rücknahmepreis, Umtauschprovision

1. Die Referenzwährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Inventarwert pro Anteil des entsprechenden Bewertungstages (zuzüglich einem Ausgabeaufschlag von bis zu 5%, der auf den Inventarwert pro Anteil erhoben wird).

3. Rücknahmepreis ist der Inventarwert pro Anteil gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

4. Der Umtausch erfolgt auf der Basis der jeweiligen Inventarwerte der Anteile. Der Umtausch unterliegt einer Umtauschprovision von bis zu 1,00% (in % des Inventarwertes pro Anteil).

Art. 3. Anteilklassen

1. Der Teilfonds wird in die folgenden Anteilklassen unterteilt:

- Y-Anteile für institutionelle Anleger;
- A-Anteile für private Anleger
- A1-Anteile für Versicherungsgesellschaften.

Die Anteilklassen unterscheiden sich durch die Verwaltungsvergütung sowie, im Hinblick auf A- und A1-Anteile, die bestellte Vertriebsstelle.

2. Die Mindestanlage für Y-Anteile beträgt jederzeit EUR 1 Mio. Der Verwaltungsgesellschaft bleibt es jedoch unbenommen, eine hiervon abweichende Entscheidung im Einzelfall zu beschliessen.

Art. 4. Kosten

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt zu erhalten, das vierteljährlich auf das durchschnittliche monatliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und vierteljährlich nachträglich auszuzahlen ist.

Die Verwaltungsvergütung berechnet sich wie folgt:

Für Y-Anteile: 0,35% p.a.

Für A-Anteile: 1,35% p.a.

Für A1-Anteile: 2,00% p.a.

2. Die Depotbank erhält eine Vergütung von bis zu 0,05% p.a., die vierteljährlich auf das durchschnittliche monatliche Netto-Fondsvermögen während des betreffenden Quartals berechnet und dem Teilfonds im Verhältnis zum Netto-Teilfondsvermögen in Rechnung gestellt wird. Dieses Entgelt ist vierteljährlich nachträglich auszuzahlen.

3. Die Zentrale Verwaltungsstelle erhält aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen ein Entgelt in Höhe von bis zu 0,35%, das vierteljährlich nachträglich auf das durchschnittliche monatliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und vierteljährlich nachträglich auszuzahlen ist.

4. Die jährlichen, nicht bezifferbaren Kosten (vgl. Art. 12 des Allgemeinen Verwaltungsreglements) werden EUR 30.000,- voraussichtlich nicht überschreiten.

Art. 5. Ausschüttungspolitik

Es ist vorgesehen die Erträge des Teilfonds zu thesaurieren.

Art. 6. Dauer des Teilfonds

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Art. 7. Inkrafttreten

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 19. Juni 2002 in Kraft getreten und wird am 11. Juli 2002 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg veröffentlicht.

AIG FOUNDATION INVESTMENTS - EUROPE EQUITY PORTFOLIO

Sonderreglement

Für den Teilfonds AIG Foundation Investments - Europe Equity Portfolio (nachfolgend der «Teilfonds») gelten ergänzend bzw. abweichend zu dem Allgemeinen Verwaltungsreglement die Bestimmungen des nachstehenden Sonderreglements.

Art. 1. Anlagepolitik

Dieser Teilfonds strebt Einkünfte und Kapitalzuwachs in Euro an. Im Hinblick auf die Einkünfte wird der Teilfonds in Europa investierende Rentenfonds der Referenzwährung anlegen. Zur Erzielung des Kapitalzuwachses wird der Teilfonds sein Netto-Teilfondsvermögen hauptsächlich in Anteile von in Europa investierende Aktienfonds anlegen.

Die Anlage in Aktienfonds stellt, je nach Beurteilung der Märkte, einen Anteil von zwischen 80% und 100% des Netto-Teilfondsvermögens dar.

Die Anlagen in Rentenfonds kann, je nach Markteinschätzung, zwischen 0% und 20% des Netto-Teilfondsvermögens betragen. Des Weiteren ist der Teilfonds berechtigt, bis zu 10% seines Netto-Teilfondsvermögens in Geldmarktfonds und flüssige Mittel anzulegen.

Art. 2. Referenzwährung, Ausgabepreis, Rücknahmepreis, Umtauschprovision

1. Die Referenzwährung, in welcher für den Teilfonds der Inventarwert, der Ausgabepreis und der Rücknahmepreis berechnet werden, ist der Euro.

2. Gemäß Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements ist der Ausgabepreis der Inventarwert pro Anteil des entsprechenden Bewertungstages (zuzüglich einem Ausgabeaufschlag von bis zu 5%, der auf den Inventarwert pro Anteil erhoben wird).

3. Rücknahmepreis ist der Inventarwert pro Anteil gemäß Artikel 9 in Verbindung mit Artikel 7 des Allgemeinen Verwaltungsreglements.

4. Der Umtausch erfolgt auf der Basis der jeweiligen Inventarwerte der Anteile. Der Umtausch unterliegt einer Umtauschprovision von bis zu 1,00% (in % des Inventarwertes pro Anteil).

Art. 3. Anteilklassen

1. Der Teilfonds wird in die folgenden Anteilklassen unterteilt:

- Y-Anteile für institutionelle Anleger;
- A-Anteile für private Anleger
- A1-Anteile für Versicherungsgesellschaften.

Die Anteilklassen unterscheiden sich durch die Verwaltungsvergütung sowie, im Hinblick auf A- und A1-Anteile, die bestellte Vertriebsstelle.

2. Die Mindestanlage für Y-Anteile beträgt jederzeit EUR 1 Mio. Der Verwaltungsgesellschaft bleibt es jedoch unbenommen, eine hiervon abweichende Entscheidung im Einzelfall zu beschliessen.

Art. 4. Kosten

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, aus dem Teilfondsvermögen ein Entgelt zu erhalten, das vierteljährlich auf das durchschnittliche monatliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und vierteljährlich nachträglich auszus zahlen ist.

Die Verwaltungsvergütung berechnet sich wie folgt:

Für Y-Anteile: 0,35% p.a.

Für A-Anteile: 1,35% p.a.

Für A1-Anteile: 2,00% p.a.

2. Die Depotbank erhält eine Vergütung von bis zu 0,05% p.a., die vierteljährlich auf das durchschnittliche monatliche Netto-Fondsvermögen während des betreffenden Quartals berechnet und dem Teilfonds im Verhältnis zum Netto-Teilfondsvermögen in Rechnung gestellt wird. Dieses Entgelt ist vierteljährlich nachträglich auszus zahlen.

3. Die Zentrale Verwaltungsstelle erhält aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen ein Entgelt in Höhe von bis zu 0,35%, das vierteljährlich nachträglich auf das durchschnittliche monatliche Netto-Teilfondsvermögen während des betreffenden Quartals zu berechnen und vierteljährlich nachträglich auszus zahlen ist.

4. Die jährlichen, nicht bezifferbaren Kosten (vgl. Art. 12 des Allgemeinen Verwaltungsreglements) werden EUR 30.000,- voraussichtlich nicht überschreiten.

Art. 5. Ausschüttungspolitik

Es ist vorgesehen die Erträge des Teilfonds zu thesaurieren.

Art. 6. Dauer des Teilfonds

Der Teilfonds ist auf unbestimmte Zeit aufgelegt.

Art. 7. Inkrafttreten

Das Sonderreglement des Teilfonds ist am 19. Juni 2002 in Kraft getreten und wird am 11. Juli 2002 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations» dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg veröffentlicht.

Luxemburg, den 19. Juni 2002.

Unterschrift

Verwaltungsgesellschaft

Unterschriften

Depotbank

Enregistré à Luxembourg, le 24 juin 2002, vol. 569, fol. 93, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(46798/260/979) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2002.

CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND HOLDING (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R. C. Luxembourg B 45.726.

Bilan au 31 décembre 2001

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 77, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Composition du Conseil d'Administration

Joseph D. Gallagher	.....	Londres
Raymond Melchers	.....	Luxembourg
Heinrich Wegmann		Zurich
Agnes Reicke	.....	Zurich
Jörg Schultz	.....	Zurich
Tino Rampazzi	.....	Zurich
Karl Huwyler	.....	Zurich

Commissaire aux comptes

KPMG, AUDIT

Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mars 2002.

Certifié sincère et conforme

CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND HOLDING (LUXEMBOURG) S.A.

R. Melchers

(33627/736/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

FINIBANCO INTERNATIONAL ADVISORY COMPANY.

Siège social: Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 64.705.

Bilan au 31 décembre 2001

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 77, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Conseil d'Administration

Alvaro Costa Leite	Porto
Mario M. Grosso	Lisbonne
Mario Azevedo	Porto
Raymond Melchers	Luxembourg
Germain Trichies	Luxembourg

Commissaire aux comptes

ARTHUR ANDERSEN Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 avril 2002.

Certifié sincère et conforme

FINIBANCO INTERNATIONAL ADVISORY COMPANY

G. Trichies

(33624/736/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

DBV-WINTERTHUR FUND MANAGEMENT COMPANY (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.
R. C. Luxembourg B 69.627.

Bilan au 31 décembre 2001

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 77, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Composition du conseil d'administration

Ralf Reiner Gorka	Wiesbaden
Simone Fohr	Wiesbaden
Raymond Melchers	Luxembourg
Germain Trichies	Luxembourg

Commissaire aux comptes

ERNST & YOUNG Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2002.

Certifié sincère et conforme

DBV-WINTERTHUR FUND MANAGEMENT COMPANY (LUXEMBOURG) S.A.

G. Trichies

(33625/736/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

CADRIGE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 47.709.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2002.

CADRIGE HOLDING S.A.

Signatures

(33648/545/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT HOLDING EUROPE (LUXEMBOURG) S.A.,**Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R. C. Luxembourg B 45.630.

Bilan au 31 décembre 2001

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 77, case 9, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Composition du Conseil d'Administration

Joseph D. Gallagher Londres
 Raymond Melchers Luxembourg
 Heinrich Wegmann Zurich
 Agnes Reicke Zurich
 Jörg Schultz Zurich
 Tino Rampazzi Zurich
 Karl Huwylar Zurich

Commissaire aux comptes

KPMG, AUDIT Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mars 2002.

Certifié sincère et conforme

CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT HOLDING EUROPE (LUXEMBOURG) S.A.

R. Melchers

(33629/736/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

GOAL FINANCIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R. C. Luxembourg B 39.932.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire (sous seing privé) du 19 octobre 2001

1. En vertu des dispositions prévues à l'article premier de la loi du 10 décembre 1998, l'Assemblée décide de changer le capital social de la société de LUF 100.000.000,- en EUR 2.478.935,25, avec effet comptable au 1^{er} janvier 2001.

2. L'Assemblée décide la suppression de toute référence à la valeur nominale des 100.000 actions de la société et la modification des 100.000 actions de la société en 100.000 actions sans valeur nominale.

3. L'Assemblée décide l'augmentation du capital social souscrit à concurrence de EUR 1.064,75 pour le porter de son montant actuel après conversion, de EUR 2.478.935,25 à celui de EUR 2.480.000,- par incorporation au capital social d'une partie des réserves disponibles à due concurrence sans création et émission d'actions nouvelles, chaque action sans valeur nominale.

4. L'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société, pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social souscrit est fixé à deux millions quatre cent quatre-vingt mille euros (EUR 2.480.000,-), représenté par cent mille (100.000) actions sans valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.»

Pour extrait sincère et conforme

GOAL FINANCIERE S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2002, vol. 567, fol. 68, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(33632/545/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

GE FINANCING (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 56.197.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 15 avril 2002.

G. Lecuit.

(33756/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

SCATLUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 47.366.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire (sous seing privé) du 17 décembre 2001

1. En vertu des dispositions prévues à l'article premier de la loi du 10 décembre 1998, l'Assemblée décide de changer le capital social de la société de ITL 10.690.560.000,- en EUR 5.521.213,47, avec effet comptable au 1^{er} janvier 2001.

2. L'Assemblée décide la suppression de la valeur nominale des 768 actions existantes de la société.

3. L'Assemblée décide l'augmentation du capital social souscrit à concurrence de EUR 8.386,53 pour le porter de son montant actuel après conversion, de EUR 5.521.213,47 à celui de EUR 5.529.600,- par incorporation au capital social d'une partie des réserves disponibles à due concurrence sans création et émission d'actions nouvelles, chaque action sans valeur nominale.

4. L'Assemblée décide de remplacer sept cent soixante-huit (768) actions existantes sans expression de valeur nominale par sept cent soixante-huit (768) actions d'une valeur nominale de sept mille deux cent euros (EUR 7.200,-) chacune, et de les attribuer aux actionnaires actuels.

5. L'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société, pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social souscrit est fixé à cinq millions cinq cent vingt-neuf mille six cents euros (EUR 5.529.600,-), représenté par sept cent soixante-huit (768) actions d'une valeur nominale de sept mille deux cent euros (EUR 7.200,-) chacune, disposant d'une voix aux assemblées générales.»

Pour extrait sincère et conforme

SCATLUX S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 3. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(33630/545/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

KAMINE INTERNATIONAL HOLDING TWO CORP., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 54.561.

RECTIFICATIF

Sur l'extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 13 décembre 2001, il y a lieu de lire: KAMINE INTERNATIONAL HOLDING TWO CORP., S.à r.l.,

Société à responsabilité limitée

Au lieu de:

Société Anonyme

Et Messieurs Georges Diederich, administrateur de sociétés, et Jean-Marc Heitz, comptable, sont nommés gérants complémentaires de la société . . .

Au lieu de:

Sont nommés administrateurs de la société . . .

Luxembourg, le 25 avril 2002.

Pour la société

FIDUCIAIRE MANACO S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2002, vol. 567, fol. 56, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(33637/545/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

NOVELLINI FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 54.732.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2002.

NOVELLINI FINANCE S.A.

Signatures

(33649/545/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

INOX METALS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 62.134.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2002, vol. 567, fol. 68, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2002.

INOX METALS HOLDING S.A.

Signatures

(33645/545/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

INOX METALS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 62.134.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 30 avril 2002, vol. 567, fol. 61, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2002.

INOX METALS HOLDING S.A.

Signatures

(33646/545/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

TLUX TWO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 83.018.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire (sous seing privé) du 25 mars 2002

1. En vertu des dispositions prévues à l'article premier de la loi du 10 décembre 1998, l'Assemblée décide de changer le capital social de la société de ITL 1.500.000.000,- en EUR 774.685,35, avec effet comptable au 1^{er} janvier 2002.

2. L'Assemblée décide la suppression de la valeur nominale des 15.000 actions existantes de la société.

3. L'Assemblée décide l'augmentation du capital social souscrit à concurrence de EUR 5.314,65 pour le porter de son montant actuel après conversion, de EUR 774.685,35 à celui de EUR 780.000,- par incorporation au capital social d'une partie des réserves disponibles à due concurrence sans création et émission d'actions nouvelles, chaque action sans valeur nominale.

4. L'Assemblée décide de remplacer quinze mille (15.000) actions existantes sans expression de valeur nominale par quinze mille (15.000) actions d'une valeur nominale de cinquante-deux euros (EUR 52,-) chacune et de les attribuer aux actionnaires actuels.

5. L'Assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société, pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social souscrit est fixé à sept cent quatre-vingt mille euros (EUR 780.000,-), représenté par quinze mille (15.000) actions d'une valeur nominale de cinquante-deux euros (EUR 52,-) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.»

Pour extrait sincère et conforme

TLUX TWO S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2002, vol. 567, fol. 68, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): signature

(33631/545/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

GENERAL ELECTRIC SERVICES LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 62.661.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 15 avril 2002.

G. Lecuit.

(33757/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

KAMINE INTERNATIONAL HOLDING ONE CORP., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 54.561.

—
RECTIFICATIF

Sur l'extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 13 décembre 2001, il y a lieu de lire:
KAMINE INTERNATIONAL HOLDING ONE CORP., S.à r.l.,

Société à responsabilité limitée

Au lieu de:

Société Anonyme

Et Messieurs Federico Innocenti, maître en sciences économiques et Adrien Schaus, comptable, sont nommés gérants complémentaires de la société . . . ,

Au lieu de:

Sont nommés administrateurs de la société . . .

Luxembourg, le 25 avril 2002.

Pour la société

FIDUCIAIRE MANACO S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2002, vol. 567, fol. 56, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(33638/545/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le .

MEGEVE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 58.235.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire (sous seing privé) du 9 juillet 2001

1. En vertu des dispositions prévues à l'article premier de la loi du 10 décembre 1998, l'assemblée décide de changer le capital social de la société de LUF 199.030.000,- en EUR 4.933.824,82, avec effet comptable au 1^{er} janvier 2001.

2. L'assemblée décide la suppression de toute référence à la valeur nominale des 199.030 actions de la société et la modification des 199.030 actions de la société en 199.030 actions sans valeur nominale.

3. L'assemblée décide l'augmentation du capital social souscrit à concurrence de EUR 175,18 pour le porter de son montant actuel après conversion, de EUR 4.933.824,82 à celui de EUR 4.934.000,00 par incorporation au capital social d'une partie des réserves disponibles à due concurrence sans création et émission d'actions nouvelles, chaque action sans valeur nominale.

4. L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société, pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social souscrit est fixé à quatre millions neuf cent trente-quatre mille euros (EUR 4.934.000,00), représenté par cent quatre-vingt-dix-neuf mille trente (199.030) actions sans valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.»

Pour extrait sincère et conforme

MEGEVE S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2002, vol. 567, fol. 56, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(33641/545/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

**FINANCE INVEST CORPORATION, Société Anonyme.
(anc. MY LAST DREAM, S.A.).**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 79.554.

—
Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78 case 3, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2002.

FINANCE INVEST CORPORATION (anc. MY LAST DREAM S.A.)

Signatures

(33650/545/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

SCHEPERS CONSULTING, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

H. R. Luxembourg B 58.883.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausendzwei, den zweiundzwanzigsten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Decker im Amtssitz in Luxemburg-Eich.

Ist erschienen:

Herr Stephan Schepers, Kaufmann, wohnhaft in D-41352 Korschenbroich, Raderbroich 9, handelnd in seiner Eigenschaft als alleiniger Anteilhaber der Gesellschaft mit beschränkter Haftung SCHEPERS CONSULTING, S.à r.l., mit Sitz in L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy, gegründet gemäss Urkunde aufgenommen durch Notar Frank Baden im Amtssitz in Luxemburg am 21. April 1997, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 393 vom 22. Juli 1997, abgeändert gemäss Urkunde aufgenommen durch Notar Jean-Paul Hencks im Amtssitz in Luxemburg am 7. August 1998, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 818 vom 9. November 1998, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister beim Bezirksgericht in Luxemburg, Sektion B unter Nummer 58.883.

Der Komparent, handelnd wie eingangs erwähnt, ersucht den amtierenden Notar, nachfolgende Beschlüsse zu beurkunden, wie folgt:

Erster Beschluss

Die Gesellschaft wird mit sofortiger Wirkung einfach und vorbehaltlos aufgelöst.

Zweiter Beschluss

Zum Liquidator mit Substitutionsbefugnis wird Herr Solanine Pong, Geschäftsführer, wohnhaft in D-52464 Aachen, Jakobstrasse 214/216, bestellt. Der Liquidator hat die weitgehendsten Befugnisse die aufgelöste Gesellschaft im Rahmen der Liquidation rechtsgültig zu vertreten. Nach Abschluss der Liquidierung wird der Liquidator die Unterlagen und Geschäftsbücher der aufgelösten und liquidierten Gesellschaft während mindestens fünf Jahren aufbewahren.

Dritter Beschluss

Herrn Solanine Pong, vorbenannt, wird in seiner Eigenschaft als Geschäftsführer andurch Demission mit Entlastung erteilt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg-Eich, in der Amtsstube des amtierenden Notars, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat der Komparent mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. Schepers, P. Decker.

Enregistré à Luxembourg, le 28 mars 2002, vol. 12CS, fol. 55, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, auf stempelfreiem Papier zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg-Eich, den 5. April 2002.

P. Decker.

(33655/206/41) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

COUNTRY PARADISE RECREATIONINVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 40.447.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal sous seing privé en date du 24 septembre 2001, enregistré à Luxembourg le 11 février 2002, vol. 564, fol. 52, case 4, que suite à une décision de l'assemblée générale des actionnaires et dans le cadre de la loi du 10 décembre 1998 telle que modifiée par la loi du 1^{er} août 2001, la devise d'expression du capital social a été convertie de lires italiennes en euros avec effet au 1^{er} janvier 2001 et que la rubrique capital a désormais la teneur suivante:

Capital social souscrit

Le capital souscrit est fixé à 361.519,83 EUR (trois cent soixante et un mille cinq cent dix-neuf euros et quatre-vingt-trois-cents), représenté par 1.400 (mille quatre cents) actions sans désignation de valeur nominale.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mai 2002.

Pour la Société

Signature

(33749/211/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

TURAN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 29, rue de l'Hippodrome.
R. C. Luxembourg B 44.554.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire (sous seing privé) du 14 décembre 2001

1. En vertu des dispositions prévues à l'article premier de la loi du 10 décembre 1998, l'assemblée décide de changer le capital social de la société de BEF 25.000.000,- en EUR 619.733,81, avec effet comptable au 1^{er} janvier 2001.

2. L'assemblée décide la suppression de la valeur nominale des 25.000 actions existantes de la société.

3. L'assemblée décide l'augmentation du capital social souscrit à concurrence de EUR 5.266,19 pour le porter de son montant actuel après conversion, de EUR 619.733,81 à celui de EUR 625.000,00 par incorporation au capital social d'une partie des réserves disponibles à due concurrence sans création et émission d'actions nouvelles, chaque action sans valeur nominale.

4. L'assemblée décide de remplacer vingt-cinq mille (25.000) actions existantes sans expression de valeur nominale par vingt-cinq mille (25.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune et de les attribuer aux actionnaires actuels.

5. L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de la société, pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social souscrit est fixé à six cent vingt-cinq mille euros (EUR 625.000,00), représenté par vingt-cinq mille (25.000) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.»

Pour extrait sincère et conforme

TURAN HOLDING S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 29 avril 2002, vol. 567, fol. 42, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(33644/545/27) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

SACEC S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 216, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 11.984.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 75, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

A la suite de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2002 et conformément aux statuts, le Conseil d'administration s'est réuni pour désigner et confirmer les mandats de Messieurs Prosper Schroeder, président du conseil, Jean L. Schleich, administrateur-délégué, François Adam, Robert Angel, Jean-Paul Nickels et Jean-Paul Rihoux administrateurs, Victor Gillen et Jacques Bintz commissaires aux comptes. Le Conseil d'administration précise et confirme le siège social au 216, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(33656/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

DRUM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 65.281.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal sous seing privé en date du 6 novembre 2001, enregistré à Luxembourg le 24 janvier 2002, vol. 563, fol. 83, case 8, que suite à une décision de l'assemblée générale des actionnaires et dans le cadre de la loi du 10 décembre 1998 telle que modifiée par la loi du 1^{er} août 2001, la devise d'expression du capital social a été convertie de francs luxembourgeois en euros avec effet au 1^{er} janvier 2002 et que la rubrique capital a désormais la teneur suivante:

Capital social souscrit

Le capital souscrit est fixé à EUR 743.680,57 (sept cent quarante-trois mille six cent quatre-vingts euros et cinquante-sept cents), représenté par 5.000 (cinq mille) actions sans désignation de valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 mai 2002.

Pour la Société

Signature

(33746/211/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

SWISS LIFE FUNDS (LUX), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2093 Luxembourg, 10A, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 69.186.

Les comptes annuels au 31 décembre 2001, enregistrés à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2002.

BNP PARIBAS LUXEMBOURG

Signatures

(33658/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

ROSETTE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 31.733.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2002.

FIDUPAR

Signatures

(33659/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

P.H. INVEST S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 48.411.

Les comptes annuels au 30 novembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2002.

FIDUPAR

Signatures

(33660/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

HOBUCH FINANZ S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 10A, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 28.223.

Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2002.

FIDUPAR

Signature

(33661/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

SODEFI S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 52.389.

Les comptes annuels au 30 juin 2000, enregistrés à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2002.

FIDUPAR

Signatures

(33662/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

STEEL INVEST S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 53.261.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 1999, enregistrés à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2002.

FIDUPAR

Signatures

(33663/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

CUP INVESTMENT S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 30.934.

—
Les comptes annuels au 30 septembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2002.

FIDUPAR

Signatures

(33664/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

FININSTEEL S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 53.253.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 1999, enregistrés à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2002.

FIDUPAR

Signatures

(33666/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

ELDERBERRY PROPERTIES S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 24.287.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2002.

FIDUPAR

Signatures

(33667/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

SODI S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 20.759.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2002.

FIDUPAR

Signatures

(33668/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

HERSI HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 11.950.

Les comptes annuels au 30 juin 2000, enregistrés à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2002.

FIDUPAR

Signatures

(33670/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

HERSI HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 11.950.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire du 20 novembre 2000 à 15.00 heures au siège social

- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes viennent à échéance à la présente assemblée.
- Par ailleurs, l'assemblée générale statutaire décide à l'unanimité de renouveler le mandat d'administrateur de Madame S. Sheibani, Madame S. Sheibani Akchoti, Monsieur S. Akchoti et du commissaire aux comptes, Monsieur Bernard Ewen.

- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale statutaire à tenir en 2001.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(33696/009/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

TACOMA INVESTMENT S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 41.040.

Les comptes annuels au 30 juin 2000, enregistrés à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2002.

FIDUPAR

Signatures

(33671/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

TACOMA INVESTMENT S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 41.040.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire du 18 octobre 2000 à 11.00 heures au siège social

- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes viennent à échéance à la présente assemblée.
- Par ailleurs, l'assemblée générale statutaire décide à l'unanimité de renouveler les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes.

- Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale qui approuvera les comptes au 30 juin 2001.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(33695/009/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

INTERCOMMERCE EUROPE, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-5610 Bad-Mondorf, 7, avenue des Bains.

H. R. Luxemburg B 80.870.

Im Jahre zweitausendzwei, den vierundzwanzigsten April.

Vor dem unterzeichneten Léon Thomas genannt Tom Metzler, Notar im Amtssitz zu Luxemburg-Bonneweg.

Sind erschienen:

- 1) Frau Antoinette Di Stasi, Privatangestellte, wohnhaft in L-5720 Aspelt, 12, Gennerwiss;
- 2) Die Gesellschaft KAPEMA A.G., mit Sitz in L-5610 Bad-Mondorf, 7, avenue des Bains, H. R. Luxemburg B 32.779, hier vertreten durch den Vorsitzenden ihres Verwaltungsrates Herrn Jean Kayser, Privatbeamter, wohnhaft in L-5692 Elvange, 13, Cité Ovenacker.

Welche Komparenten, handelnd wie vorerwähnt, ersuchten den amtierenden Notar, ihre Erklärungen folgendermassen zu beurkunden:

I.- Frau Antoinette Di Stasi, vorbenannt, ist die alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft mit beschränkter Haftung INTERCOMMERCE EUROPE, S.à r.l., mit Sitz in L-5610 Bad-Mondorf, 7, avenue des Bains, gegründet zufolge Urkunde aufgenommen durch den unterzeichneten Notar, am 1. März 2001, veröffentlicht im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C Nummer 835 vom 2. Oktober 2001.

Die Gesellschaft ist eingetragen im Handelsregister von Luxemburg unter Sektion B und Nummer 80.870.

II.- Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), eingeteilt in einhundert (100) Anteile von je einhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-), voll eingezahlt.

Sämtliche einhundert (100) Anteile wurden gezeichnet durch Frau Antoinette Di Stasi, vorbenannt.

III.- Frau Antoinette Di Stasi, vorbenannt, erklärt neunundneunzig (99) Anteile an der genannten Gesellschaft, unter den gesetzlichen Gewährleistungen an die dies annehmende Gesellschaft KAPEMA A.G., vorbenannt und hier vertreten wie vorerwähnt, abzutreten.

Diese Abtretung fand statt zum Gesamtpreis von zwölftausenddreihundertfünfundsiebzig Euro (EUR 12.375,-), welchen Betrag Frau Antoinette Di Stasi, vorbenannt, bekennt vor der Unterzeichnung gegenwärtiger Urkunde von der Gesellschaft KAPEMA A.G., vorbenannt und hier vertreten wie vorerwähnt, erhalten zu haben, worüber hiermit Quitting und Titel.

IV.- Die Gesellschaft KAPEMA A.G., welche durch ihren oben erwähnten Vertreter erklärt die Statuten sowie die finanzielle Lage der Gesellschaft zu kennen, ist ab heutigem Tage in alle mit den zedierten Gesellschaftsanteilen verbundenen Rechte und Pflichten eingesetzt.

V.- Herr Cornelis Moerman, Kaufmann, wohnhaft in L-5630 Bad-Mondorf, 36, avenue Dr. Klein, handelnd in seiner Eigenschaft als alleiniger Geschäftsführer, erklärt im Namen der Gesellschaft die vorhergehende Abtretung von Gesellschaftsanteilen anzunehmen.

VI.- Alsdann nehmen die beiden Gesellschafterinnen, welche das gesamte Gesellschaftskapital vertreten, und welche an Platz und Stelle der ausserordentlichen Generalversammlung handeln, folgenden Beschluss:

Einzigter Beschluss

Um die Satzungen der Gesellschaft der erfolgten Abtretung von Gesellschaftsanteilen anzupassen, beschliessen die Gesellschafterinnen den Artikel 6.- der Satzungen folgendermassen abzuändern:

'Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), eingeteilt in einhundert (100) Anteile von je einhundertfünfundzwanzig Euro (EUR 125,-).

Diese Anteile gehören den Gesellschaftern wie folgt:

1) Frau Antoinette Di Stasi, Privatangestellte, wohnhaft in L-5720 Aspelt, 12, Gennerwiss, ein Anteil	1
2) Der Gesellschaft KAPEMA A.G., mit Sitz in L-5610 Bad-Mondorf, 7, avenue des Bains, neunundneunzig Anteile	99

Total: einhundert Anteile 100

Sämtliche Anteile sind voll eingezahlt.'

VII.- Die Kosten und Gebühren gegenwärtiger Urkunde, abgeschätzt auf den Betrag von achthundert Euro (EUR 800,-), fallen der Gesellschaft zur Last, jedoch bleiben sämtliche Gesellschafter dem Notar gegenüber solidarisch verpflichtet.

VIII.- Die Komparenten, handelnd wie vorerwähnt, erwählen Domizil im Sitz der Gesellschaft.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen, am Datum wie eingangs erwähnt, zu Luxemburg-Bonneweg, in der Amtsstube.

Und nach Vorlesung und Erklärung in einer ihnen kundigen Sprache an die Komparenten, handelnd wie vorerwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vorname, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben diese Urkunde mit Uns Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: Di Stasi, Kayser, Moerman, Tom Metzler.

Enregistré à Luxembourg, le 26 avril 2002, vol. 135S, fol. 15, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Für gleichlautende Ausfertigung, dem Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, zwecks Veröffentlichung erteilt.

Luxemburg-Bonneweg, den 6. Mai 2002.

T. Metzler.

(33740/222/64) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

INTERCOMMERCE EUROPE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5610 Mondorf-les-Bains, 7, avenue des Bains.

R. C. Luxembourg B 80.870.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg-Bonnevoie, le 6 mai 2002.

T. Metzler.

(33741/222/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

COPYTREND, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1458 Luxembourg, 5, rue de l'Eglise.

L'an deux mil deux, le cinq avril.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

1.- La société à responsabilité limitée BUROTREND S.A., ayant son siège social à L-1458 Luxembourg, 5, rue de l'Eglise,

ici représentée par ses deux administrateurs-délégués, à savoir:

- Monsieur Guy Lamesch, commerçant, demeurant à Helmsange, rue des Prés;

- Monsieur Raymond Niesen, commerçant, demeurant à Frisange, Parc Résidentiel Lesigny.

2.- Madame Martine d'Angelo, employée privée, demeurant à L-4972 Dippach, 76, route de Luxembourg.

3.- Monsieur Stéphane Nonnweiler, administrateur de sociétés, demeurant à L-3385 Noertzange.

Les comparants sont les seuls et uniques associés de la société à responsabilité limitée COPYTREND, S.à r.l., avec siège social à L-1458 Luxembourg, 5, rue de l'Eglise, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous la section B et le numéro 39.732, constituée suivant acte reçu par le notaire Joseph Elvinger, de résidence à Luxembourg, en date du 3 mars 1992, publié au Mémorial C, numéro 354 du 20 août 1992, dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte sous seing privé, en date du 8 mars 2000, non encore publié au Mémorial C.

Monsieur Stéphane Nonnweiler, prénommé, déclare par la présente céder:

- cent cinquante-huit parts sociales (158) sur les six cent trente (630) qu'il détient actuellement dans la société COPYTREND, S.à r.l., précitée, à Madame Martine d'Angelo, prénommée, laquelle ici présente et ce acceptant, au prix global convenu entre parties, ce prix ayant été fixé à l'euro symbolique;

- et quatre cent soixante-douze parts sociales (472) à la société BUROTREND S.A., préqualifiée, au prix global convenu entre parties, ce prix ayant été fixé à l'euro symbolique.

Ensuite Monsieur Raymond Niesen, prénommé, agissant en sa qualité de gérant technique, Monsieur Stéphane Nonnweiler, Monsieur Guy Lamesch et Madame Martine d'Angelo agissant en leur qualité de gérants administratifs déclarent tous accepter les susdites cessions de parts sociales au nom de la société, conformément à l'article 1690 du Code civil.

Sur ce, Madame Martine d'Angelo et la société BUROTREND S.A., préqualifiés, agissant en tant que seuls associés de la société à responsabilité limitée COPYTREND, S.à r.l., ont requis le notaire instrumentaire de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

Suite à la prédite cession de parts, l'article 6 (alinéa 3) des statuts est à modifier, et aura dorénavant la teneur suivante: «Ces parts sociales sont détenues comme suit:

1.- La société à responsabilité limitée BUROTREND S.A., ayant son siège social à L-1458 Luxembourg, 5, rue 945 de l'Eglise, neuf cent quarante-cinq parts sociales

2.- Madame Martine d'Angelo, employée privée, demeurant à L-4972 Dippach, 76, route de Luxembourg, trois 315 cent quinze parts sociales

Total: mille deux cent soixante parts sociales 1.260»

Deuxième résolution

Les associés décident d'accepter la démission de Monsieur Stéphane Nonnweiler, prénommé en tant que gérant administratif de la société et lui accordent pleine et entière décharge pour l'exercice de son mandat jusqu'à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de six cent vingt euros (620,- EUR).

Dont procès-verbal, passé à Senningerberg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. Lamesch, R. Niesen, M. d'Angelo, S. Nonnweiler, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 11 avril 2002, vol. 134S, fol. 91, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 29 avril 2002.

P. Bettingen.

(33742/202/57) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

UNICO INTERNATIONAL, S.à r.l., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-6795 Grevenmacher, 14, rue de Wecker.

H. R. Luxemburg B 83.800.

Im Jahre zweitausendzwei, den achtzehnten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean Seckler, mit dem Amtssitz in Junglinster, (Grossherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

- Herr Milan Unkovic, Diplom-Volkswirt, wohnhaft in D-54329 Konz, 144, Karthäuserstrasse, (Bundesrepublik Deutschland).

Welcher Komparsent den amtierenden Notar ersucht folgendes zu beurkunden:

- Dass die Gesellschaft mit beschränkter Haftung UNICO INTERNATIONAL, S.à r.l., mit Sitz in L-1150 Luxemburg, 241, route d'Arlon, (R.C. Luxemburg B Nummer 83.800), gegründet wurde gemäss Urkunde, aufgenommen durch den unterzeichneten Notar, am 11. September 2001, veröffentlicht im Mémorial C Nummer 217 vom 8. Februar 2002.

- Dass das Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) beträgt und aufgeteilt ist in einhundert (100) Anteile von jeweils einhundertfünfundzwanzig Euro (125,- EUR).

- Dass der Komparsent einziger Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung UNICO INTERNATIONAL, S.à r.l. ist und den amtierenden Notar ersucht den von ihm gefassten Beschluss zu dokumentieren wie folgt:

Einzigter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschliesst den Sitz der Gesellschaft, mit Wirkung zum 1. Mai 2002, von L-1150 Luxemburg, 241, route d'Arlon, nach L-6795 Grevenmacher, 14, rue de Wecker, zu verlegen, und dementsprechend Absatz eins von Artikel zwei der Satzung abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

«**Art. 2. Absatz 1.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Grevenmacher.»

Kosten

Die der Gesellschaft aus Anlass dieser Urkunde anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden auf ungefähr fünfhundertzwanzig Euro abgeschätzt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Junglinster, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Komparsenten, dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: M. Unkovic, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 29 avril 2002, vol. 517, fol. 85, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Für gleichlautende Ausfertigung, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Junglinster, den 6. Mai 2002.

J. Seckler.

(33827/231/36) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

FIDEV S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 52.099.

Les comptes annuels au 30 juin 2000, enregistrés à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2002.

FIDUPAR

Signatures

(33669/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

**DECOMAC S.A., (DISTRIBUTION EUROPEENNE DE CONSOMMABLES ET ACCESSOIRES),
Société Anonyme,
(anc. DECOBOIS S.A.).**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 76.914.

L'an deux mille deux, le vingt-huit février.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme DECOBOIS S.A., ayant son siège social à L-1660 Luxembourg, 84, Grand-Rue, R.C. Luxembourg section B numéro 76.914, a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 3 juillet 2000, publié au Mémorial C numéro 876 du 7 décembre 2000, ayant un capital social fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) divisé en cent (100) actions de trois cent dix euros (310,- EUR) chacune.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Roger Sornasse, administrateur, demeurant à Bruxelles (Belgique).

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Frank Amouyal, employé privé, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Patrick Arama, employé privé, demeurant à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées, ont été portées sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Changement de la dénomination sociale en DECOMAC S.A., (DISTRIBUTION EUROPEENNE DE CONSOMMABLES ET ACCESSOIRES).

2.- Modification afférente du premier alinéa de l'article 1 des statuts.

3.- Transfert du siège social de L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue, à L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

4.- Modification de l'objet social afin de donner à l'article 2 des statuts la teneur suivante:

«**Art. 2.** La société a pour objet la distribution de consommables de bureau et accessoires, l'intermédiaire sur base de commission en tissus, en produits textiles manufacturés et en accessoires.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.»

5.- Modification du régime actuel de signature.

6.- Modification afférente du dernier alinéa de l'article 6 des statuts.

7.- Nominations statutaires.

8.- Pouvoir au conseil d'administration de nommer Monsieur Roger Sornasse à la fonction d'administrateur-délégué.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale en DECOMAC S.A., (DISTRIBUTION EUROPEENNE DE CONSOMMABLES ET ACCESSOIRES) et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 1^{er}. Premier alinéa.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de DECOMAC S.A., (DISTRIBUTION EUROPEENNE DE CONSOMMABLES ET ACCESSOIRES).»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue, à L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare.

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social afin de donner à l'article deux des statuts la teneur suivante:

«**Art. 2.** La société a pour objet la distribution de consommables de bureau et accessoires, l'intermédiaire sur base de commission en tissus, en produits textiles manufacturés et en accessoires.

La société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier le régime actuel de signature des administrateurs de la société afin de donner au dernier alinéa de l'article 6 des statuts la teneur suivante:

«**Art. 6. Dernier alinéa.** La société se trouve engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, ayant toute capacité pour exercer les activités décrites dans l'objet social ci-avant, conformément aux critères retenus par le Ministère luxembourgeois des Classes Moyennes, ou par la signature conjointe d'un administrateur et de l'administrateur-délégué de la société.»

Cinquième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur David Bergams comme administrateur de la société et lui accorde décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat.

Sixième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de Monsieur Jean-Jacques Draï de sa fonction d'administrateur-délégué de la société et de confirmer son mandat d'administrateur.

Septième résolution

L'assemblée décide de nommer Monsieur Roger Sornasse, administrateur, demeurant à B-1080 Bruxelles, 19, rue des Béguines, (Belgique), comme nouvel administrateur de la société, en remplacement de l'administrateur démissionnaire.

Huitième résolution

L'assemblée décide d'accepter la démission de la société FIDUCIAIRE HAMMOU comme commissaire aux comptes de la société et lui accorde décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de nommer la société anonyme FIDUCIAIRE PREMIUM S.A., avec siège social à L-1611 Luxembourg, 61, avenue de la Gare, comme nouveau commissaire aux comptes de la société, en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire.

Dixième résolution

L'assemblée donne pouvoir au conseil d'administration de déléguer les pouvoirs de gestion journalière ainsi que la représentation de la société concernant cette gestion à Monsieur Roger Sornasse, préqualifié, avec pouvoir de signature individuelle.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à sept cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: R. Sornasse, F. Amouyal, P. Arama, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 13 mars 2002, vol. 517, fol. 33, case 1.— Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 7 mai 2002.

J. Seckler.

(33826/231/102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

TrizecHahn G.S., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2763 Luxembourg, 38-40, rue Sainte Zithe.

R. C. Luxembourg B 71.459.

In the year two thousand and two, on the eighteenth day of April.

Before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

TrizecHahn OFFICE PROPERTIES LTD., a company incorporated and existing under the laws of the Province of New Brunswick, Canada, having its registered office at 44 Chipman Hill, 10th Floor, Brunswick House, P.O. Box 7289, Postal Station A, Saint John, New Brunswick E2L 4S6, Canada,

here represented by Mr Olivier Peters, licencié en droit, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy, given in Toronto, on april 15, 2002.

The said proxy, initialled ne varietur by the appearing person and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole partner of TrizecHahn G.S., S.à r.l. (the «Company»), a société à responsabilité limitée, having its registered office at 38-40, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg (R.C. Luxembourg B 71.459), incorporated pursuant to a notarial deed of August 25, 1999, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on the 17th of November 1999, no. 860.

The Articles of Incorporation have been modified for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on July 19, 2001, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on the 3rd of January, 2002, no. 9.

The appearing party representing the whole corporate capital then took the following resolutions:

First resolution

The sole partner decides to increase the share capital from 409,425.- EUR (four hundred nine thousand four hundred and twenty-five euro) up to 517,425.- EUR (five hundred seventeen thousand four hundred and twenty-five euro) by the issue of 4,320 (four thousand three hundred and twenty) shares of Class B of a par value of 25.- EUR (twenty-five euro) each.

The new shares have been subscribed by TrizecHahn G.S. III (GIBRALTAR), a company incorporated and existing under the laws of Gibraltar, having its registered office at 57/63 Line Wall Road, Gibraltar, here represented by Mr Olivier Peters, licencié en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Gibraltar on April 15, 2002,

for the price of 43,174,556,11 EUR (forty-three million one hundred seventy-four thousand five hundred and fifty-six euro and eleven cents) to consist of 108,000.- EUR (one hundred and eight thousand euro) for the capital and 43,066,556.11 EUR (forty-three million sixty-six thousand five hundred and fifty-six euro and eleven cents) for the issue premium.

The shares subscribed by TrizecHahn G.S. III (GIBRALTAR) have been paid up by a contribution in kind consisting of all its assets and liabilities.

The proof of the existence and of the value of the contribution have been produced to the undersigned notary.

All the conditions as set forth by Article 4-1 of the law of December 29, 1971, as amended, are met in order to exempt the above contribution from the capital contribution duty.

Second resolution

As a consequence of such increase of capital, the first sentence of article 5 of the Articles of Incorporation is amended and now reads as follows:

«**Art. 5.** The Company's capital is fixed at 517,425.- EUR (five hundred seventeen thousand four hundred and twenty-five euro) represented by 520 (five hundred and twenty) shares of Class A and by 20,177 (twenty thousand one hundred and seventy-seven) shares of Class B, each share having a par value of 25.- EUR (twenty-five euro).»

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are assessed to five thousand seven hundred euros.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, this person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille deux, le dix-huit avril.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

TrizecHahn OFFICE PROPERTIES LTD., une société constituée et régie selon les lois de la Province du New Brunswick, Canada, ayant son siège social au 44, Chipman Hill, 10th Floor, Brunswick House, P.O. Box 7289, Postal Station A, Saint John, New Brunswick E2L 4S6, Canada,

ici représentée par Monsieur Olivier Peters, licencié en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Toronto, le 15 avril 2002.

La procuration signée ne varietur par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant est le seul associé de la société à responsabilité limitée TrizecHahn G.S., S.à r.l. (la «Société»), ayant son siège social au 38-40, rue Sainte Zithe, L-2763 Luxembourg, (R.C. Luxembourg B: 71.459), constituée suivant acte notarié du 25 août 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 17 novembre 1999, n° 860. Les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 19 juin 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, le 3 janvier 2002, n° 9.

Le comparant, représentant l'intégralité du capital social, a adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social afin de le porter de 409.425,- EUR (quatre cent neuf mille quatre cent vingt-cinq euros) à 517.425,- EUR (cinq cent dix-sept mille quatre cent vingt-cinq euros) par l'émission de 4.320 (quatre mille trois cent vingt) parts sociales de Classe B d'une valeur nominale de 25,- EUR (vingt-cinq euros) chacune.

Les nouvelles parts sociales ont été souscrites par TrizecHahn G.S. III (GIBRALTAR), une société constituée et régie selon les lois de Gibraltar, ayant son siège social au 57/63 Line Wall Road, Gibraltar,

ici représentée par Monsieur Olivier Peters, licencié en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Gibraltar, le 15 avril 2002,

pour le prix de 43.174.556,11 EUR (quarante-trois millions cent soixante-quatorze mille cinq cent cinquante-six euros onze cents) consistant en 108.000,- EUR (cent huit mille euros) pour le capital et en 43.066.556,11 EUR (quarante-trois millions soixante-six mille cinq cent cinquante-six euros onze cents) à titre de prime d'émission.

Les parts sociales souscrites par TrizecHahn G.S. III (GIBRALTAR) ont été payées par un apport en nature consistant en l'apport de l'universalité de ses biens.

Les documents justificatifs de la souscription ont été présentés au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Toutes les conditions de l'article 4-1 de la loi du 29 décembre 1971, telle que modifiée, sont remplies afin d'exonérer l'apport susmentionné du droit d'apport.

Seconde résolution

A la suite de l'augmentation de capital ainsi réalisée, la première phrase de l'article 5 des Statuts de la Société est modifiée et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital de la Société est fixé à la somme de 517.425,- EUR (cinq cent dix-sept mille quatre cent vingt-cinq euros) représenté par 520 (cinq cent vingt) parts sociales de Classe A et par 20.177 (vingt mille cent soixante-dix-sept) parts sociales de Classe B, chaque part sociale ayant une valeur nominale de 25,- EUR (vingt-cinq euros).»

Frais et Dépenses

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte est évalué à environ cinq mille sept cents euros.

Dont acte passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation données aux comparants, connus du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: O. Peters, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 23 avril 2002, vol. 867, fol. 74, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 2 mai 2002.

J.-J. Wagner.

(33850/239/109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

TrizecHahn G.S., S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 38-40, rue Sainte Zithe.

R. C. Luxembourg B 71.459.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 30 avril 2002.

J.-J. Wagner.

(33851/239/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

WILLOWBROOK S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R. C. Luxembourg B 59.438.

L'an deux mille deux, le dix avril.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire, résidant à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de WILLOWBROOK S.A., une société anonyme, établie et ayant son siège social à L-2324 Luxembourg, 4, avenue J.-P. Pescatore, inscrite au registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 59.438, constituée suivant acte notarié du 26 mai 1997, publié au Mémorial C numéro 484 du 5 septembre 1997 (ci-après: «la Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié du 27 juin 2001, publié au Mémorial C numéro 29 du 7 janvier 2002.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean-Marc Debaty, directeur de société, demeurant à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Beatriz Gonzalez Raposo, employée privée, demeurant à Luxembourg. L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Roberto Manciocchi, juriste, demeurant à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour

Ordre du jour:

1.- Suppression pure et simple de la valeur nominale actuelle des mille (1.000) actions existantes de la Société.

2.- Augmentation du capital social souscrit à concurrence de huit cent soixante-quatre mille euros (864.000,- EUR) pour le porter de son montant actuel de trois cent soixante et un mille euros (361.000,- EUR) à un montant d'un million deux cent vingt-cinq mille euros (1.225.000,- EUR), par la création et l'émission d'actions nouvelles sans mention de valeur nominale.

3.- Libération intégrale des actions nouvelles par apport en numéraire de la somme de cinq cent soixante-dix mille euros (570.000,- EUR) par LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., en abrégé INTERCONSULT, une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix et par apport en nature d'une partie d'une créance certaine, liquide et exigible détenue envers la Société à concurrence d'un montant de deux cent quatre-vingt-quatorze mille euros (294.000,- EUR).

4.- Fixation d'une nouvelle valeur nominale de toutes les actions de la Société à cent euros (100,- EUR) chacune et pouvoirs à conférer au conseil d'administration de la Société afin de procéder à l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles et à l'annulation de toutes les actions anciennes.

5.- Modification afférente du premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante «Le capital social est fixé à un million deux cent vingt-cinq mille euros (1.225.000,- EUR) représenté par douze mille deux cent cinquante (12.250) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, intégralement libérées.»

6.- Fixation de la nouvelle adresse de la Société à L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires décide de supprimer temporairement l'actuelle valeur nominale de toutes les mille (1.000) actions existantes de la Société et représentatives de l'intégralité du capital social actuellement fixé à trois cent soixante et un mille euros (361.000,- EUR).

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires décide d'augmenter le capital social de Société à concurrence de huit cent soixante-quatre mille euros (864.000,- EUR) afin de porter le capital social souscrit de la Société de son montant actuel de trois cent soixante et un mille euros (361.000,- EUR) à un montant d'un million deux cent vingt-cinq mille euros (1.225.000,- EUR) par la création et l'émission d'actions nouvelles, sans désignation de valeur nominale.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, réunissant toutes les actions présentement émises, reconnaît en rapport avec la présente augmentation de capital que les actionnaires existants ont totalement ou partiellement renoncé à leur droit de souscription préférentiel et décide d'admettre à la souscription des actions nouvelles, la société et la personne suivante

a) la société LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., en abrégé INTERCONSULT, une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix;

b) Monsieur Alexis Kamarowsky, directeur de société, demeurant à Luxembourg.

Souscription - Libération

Sont intervenus ensuite:

1.- La société LUXEMBOURG INTERNATIONAL CONSULTING S.A., en abrégé INTERCONSULT, avec siège social à L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix,

représentée aux fins des présentes par deux signataires autorisés de la société, habilités à engager valablement la pré-dite société par leur signature conjointe:

- Monsieur Roberto Manciocchi, prénommé, et

- Monsieur Jean-Marc Debaty, prénommé.

Lesquels comparants, agissant ès-dites qualités, ont déclaré souscrire au nom et pour le compte de la société susmentionnée à une part d'actions nouvelles et ledit souscripteur déclare par ses mandataires valablement désignés de libérer intégralement les actions nouvelles par apports en numéraire.

La preuve de ce paiement de cinq cent soixante-dix mille euros (570.000,- EUR) a été rapporté au notaire instrumentant, qui la reconnaît expressément.

2.- Monsieur Roberto Manciocchi, juriste, demeurant à Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial du souscripteur, Monsieur Alexis Kamarowsky, préqualifié,

en vertu d'une procuration lui donnée à Luxembourg, le 26 mars 2002,

laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, agissant ès-dites qualités, a déclaré souscrire au nom et pour le compte du souscripteur susnommé, au restant des actions nouvellement émises et ledit souscripteur déclare par son mandataire valablement désigné de libérer intégralement les actions nouvelles au moyen d'un apport à la Société WILLOWBROOK S.A., d'une partie d'une créance certaine, liquide et exigible d'un montant de deux cent quatre-vingt-quatorze mille euros (294.000,- EUR) que l'actionnaire, Monsieur Alexis Kamarowsky, prénommé, possède contre la Société WILLOWBROOK S.A.

Ledit apport a fait l'objet d'un rapport établi par le réviseur d'entreprises Monsieur Marcel Stephany, demeurant à L-7268 Bereldange, 23, Cité Aline Mayrisch, en date du 14 mars 2002, et dont la conclusion est la suivante:

Conclusion

«Sur base des diligences effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur de l'apport qui correspond au moins au nombre des actions en contrepartie.»

(Marcel Stephany, Réviseur d'entreprises, Signature).

Ledit rapport, après avoir été signé ne varietur par tous les membres du bureau et par le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé en même temps avec lui.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires décide de fixer une nouvelle valeur nominale de toutes actions existantes à cent euros (100,- EUR) de sorte que le capital social est désormais représenté par douze mille deux cent cinquante (12.250) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration de la Société pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent, à l'échange des mille (1.000) actions anciennes d'une valeur nominale de trois cent soixante et un euros (361,- EUR) contre douze mille deux cent cinquante (12.250) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune et à l'annulation de toutes les actions anciennes.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires décide de modifier l'article cinq, premier alinéa des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital ci-dessus et décide que ce même article cinq des statuts de la Société sera dorénavant rédigé comme suit:

«**Art. 5. Premier alinéa.** Le capital social est fixé à un million deux cent vingt-cinq mille euros (1.225.000,- EUR), représenté par douze mille deux cent cinquante (12.250) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, intégralement libérées.»

Sixième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires décide de fixer la nouvelle adresse du siège social de la Société à L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de dix mille six cent soixante-dix euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: J.-M. Debaty, B. Gonzalez Raposo, R. Manciocchi, J.J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 15 avril 2002, vol. 867, fol. 62, case 3. – Reçu 8.640 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 26 avril 2002.

J.J. Wagner.

(33828/231/128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

WILLOWBROOK S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R. C. Luxembourg B 59.438.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 22 avril 2002.

J.J. Wagner.

(33829/231/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

BARFAX HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 21.931.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 17 avril 2002.

G. Lecuit.

(33759/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

**HINTON INTERNATIONAL INVESTMENT S.A., Société Anonyme Holding,
(anc. HINTON INTERNATIONAL INVESTMENT HOLDING S.A.).**

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 37.820.

EXTRAIT

Il résulte d'un acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg), en date du 11 avril 2002, enregistré à Esch-sur-Alzette, le 15 avril 2002, volume 867, folio 63, case 5,

- que le capital social souscrit de la Société HINTON INTERNATIONAL INVESTMENT HOLDING S.A. a été converti, à la date du 11 avril 2002 de francs luxembourgeois (LUF 1.250.000,-) en euros (EUR) au taux de conversion d'un (1) EUR = 40,3399 LUF) de sorte que le capital souscrit de la Société après conversion, suppression de la valeur nominale des actions et augmentation de capital se trouve désormais fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions sans désignation de valeur nominale et par ce même acte, l'article trois des statuts de la Société, relatif au capital social, a été modifié en conséquence;

- que la dénomination sociale de la société a été modifiée en celle de:

HINTON INTERNATIONAL INVESTMENT S.A.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 2 mai 2002.

J.-J. Wagner.

(33830/239/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

**HINTON INTERNATIONAL INVESTMENT S.A., Société Anonyme Holding,
(anc. HINTON INTERNATIONAL INVESTMENT HOLDING S.A.).**

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 37.820.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 25 avril 2002.

J.-J. Wagner.

(33831/239/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

FORTIS AZIË FONDS small caps N.V., Société Anonyme.

Siège social: Curaçao, Netherlands Antilles, 1, Berg Arrarat.

The quorum of attendance (half of the company's capital present or represented) was not reached during the Extraordinary General Meeting of Shareholders held on July 10, 2002, therefore the shareholders of FORTIS AZIË FONDS small caps N.V. («the Company») are invited by the present notice to attend the

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders which will be held on Wednesday July 31, 2002 at 11.30 a.m. at the premises of BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., 16, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, for considering and solving up the following matters:

Agenda

1. Following the decision of the Managing Director of the Company of June 14, 2002 to transfer the domicile of the Company to Luxembourg with effect on July 31, 2002, establishment of the Company as an investment company with variable share capital (société d'investissement à capital variable, SICAV) under Part 1 of the Luxembourg law of March 30, 1988 on undertakings for collective investment;
2. On proposal of the priority shareholder of the Company, re-statement of the Articles of Incorporation of the Company so as to comply with Luxembourg law;
3. Change of the denomination of the Company into FORTIS AZIË FONDS BEST SELECTION;
4. Determination of the Current Fiscal year and of the first Annual General Meeting to be held in Luxembourg;
5. Cancellation of the priority shares into ordinary shares and statement of the share capital of the Company;
6. Discharge to the current Managing Director and appointment of new directors;
7. Discharge to the current Board of Supervisory Directors;
8. Appointment of the auditor;
9. Authorisation to the Board of Directors of the Company to delegate the day-to-day management of the Company;
10. Determination of the address of the Company in Luxembourg;
11. Miscellaneous.

Referring to the decision under point 1, the Managing Director will ask DE NEDERLANDSCHE BANK (Dutch Central Bank) to withdraw the permission to operate under the Dutch law regarding the Act on the Supervision of Investment Institutions (Article 5, Wet toezicht beleggingsinstellingen) and to grant permission to register the Company under Article 17.

A copy of the proposal to restate the Articles of Incorporation of the Company, as mentioned under point 2 on the agenda, stating the literal text of the amendment proposed, is available free of charge at the offices of the Company at Curaçao and at the offices of the Managing Director and of the Paying Agent of the Company mentioned below.

The holders of bearer common shares and proxyholder(s) only have access to the Extraordinary General Meeting if they have deposited a written declaration of a member institution as mentioned in article 21:7 of the Articles of Incorporation not later than Wednesday July 24, 2002, and in case of proxy (not later than Monday July 29, 2002) also have deposited a piece of evidence as mentioned in article 21:5 of the Articles of Incorporation, at FORTIS BANK (NEDERLAND) N.V., Rokin 55 Amsterdam.

Each share is entitled to one vote. The Extraordinary General Meeting of Shareholders shall validly deliberate regardless the capital present or represented. The resolution to restate the Articles of Incorporation is passed by a majority of at least two thirds of the votes of the Shareholders present or represented at the Meeting. The other resolutions are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

Managing Director:

FORTIS FUNDS (NEDERLAND) N.V.

Archimedeslaan 6

3584 BA Utrecht

The Netherlands

Paying Agent:

FORTIS BANK (NEDERLAND) N.V.

Rokin 55

1012 KK Amsterdam

The Netherlands

Utrecht, July 11, 2002

FORTIS FUNDS (NEDERLAND) N.V.

(03604/584/56)

BERENBERG EURO STRATEGIE AKTIEN FONDS II, Fonds Commun de Placement.

Der Verwaltungsrat der BERENBERG LUX INVEST S.A. («die Verwaltungsgesellschaft») hat beschlossen eine Nettodividende von 3,79 Euro pro Anteilschein des BERENBERG EURO STRATEGIE AKTIEN FONDS II auszuschütten.

Die Dividende ist im Falle des Barbezuges ab dem 12. Juli 2002 an den Schaltern der DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG in Luxemburg, BERENBERG BANK JO. BERENBERG, GOSSLER & CO. in Luxemburg und die BERENBERG BANK JO. BERENBERG, GOSSLER & CO. in Hamburg, abforderbar.

Luxemburg, den 11. Juli 2002.

(03625/755/10)

BERENBERG LUX INVEST S.A.

BERENBERG EURO STRATEGIE AKTIEN FONDS, Fonds Commun de Placement.

Der Verwaltungsrat der BERENBERG LUX INVEST S.A. («die Verwaltungsgesellschaft») hat beschlossen eine Nettodividende von 6,77 Euro pro Anteilschein des Berenberg Euro Strategie Aktien Fonds auszuschütten.

Die Dividende ist im Falle des Barbezuges ab dem 12. Juli 2002 an den Schaltern der DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG in Luxemburg, BERENBERG BANK JO. BERENBERG, GOSSLER & CO. in Luxemburg und die BERENBERG BANK JO. BERENBERG, GOSSLER & CO. in Hamburg abforderbar.

Luxemburg, den 11. Juli 2002.

(03626/755/10)

BERENBERG LUX INVEST S.A.

BERENBERG USA STRATEGIE AKTIEN FONDS, Fonds Commun de Placement.

Der Verwaltungsrat der BERENBERG LUX INVEST S.A. («die Verwaltungsgesellschaft») hat beschlossen eine Nettodividende von 3,79 Euro pro Anteilschein des Berenberg USA Strategie Aktien Fonds auszuschütten.

Die Dividende ist im Falle des Barbezuges ab dem 15. Juli 2002 an den Schaltern der DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG in Luxemburg, BERENBERG BANK JO. BERENBERG, GOSSLER & CO. in Luxemburg und die BERENBERG BANK JO. BERENBERG, GOSSLER & CO. in Hamburg abforderbar.

Luxemburg, den 11. Juli 2002.

(03627/755/10)

BERENBERG LUX INVEST S.A.

MACHINERY INDUSTRIES FINANCE S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 44.122.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 12 août 2002 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 10 juin 2002 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (03525/795/14)

Le Conseil d'Administration.

OSTRICH S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 81.676.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 14 août 2002 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 14 juin 2002 n'a pas pu délibérer valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (03526/795/14)

Le Conseil d'Administration.

RELURI FINANCE (LUXEMBOURG) S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2952 Luxembourg, 22, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 46.369.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 19 août 2002 à 15.00 heures au 23, avenue de la Porte-Neuve à Luxembourg, avec pour

Ordre du jour:

- Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

L'Assemblée Générale Statutaire du 22 mai 2002 n'a pas pu délibérer valablement sur le point 3, de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (03529/755/16)

Le Conseil d'Administration.

AMBILUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 68.114.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 31 juillet 2002 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires
5. Divers.

I (03536/534/15)

Le Conseil d'Administration.

C.O.G.P., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 63.582.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement à l'adresse du siège social, le 2 août 2002 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Décisions à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
6. Divers.

I (03551/534/16)

Le Conseil d'Administration.

INVESTA FOOD A.G., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 44.489.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *31 juillet 2002* à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers

I (03560/506/16)

Le Conseil d'Administration.

BISCARROSSE HOLDING S.A., Aktiengesellschaft.

Gesellschaftssitz: L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener.
R. C. Luxembourg B 15.603.

Die Aktieninhaber sind hiermit eingeladen, der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

die am *29. Juli 2002* um 11.00 Uhr mit folgender Tagesordnung am Gesellschaftssitz stattfinden wird, beizuwohnen:

Tagesordnung:

1. Vorlage und Genehmigung der Beschlüsse der Verwaltungsratssitzung vom 5. September 2000.
2. Vorlage und Genehmigung des Berichtes des Aufsichtskommissars.
3. Vorlage und Genehmigung des Jahresabschlusses per 31. Dezember 1999.
4. Ergebnisverwendung.
5. Entlastung des Verwaltungsrates und des Aufsichtskommissars.
6. Statutarische Neuwahlen.
7. Verschiedenes.

I (03630//17)

Der Verwaltungsrat.

FINAR S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 81.719.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *19 juillet 2002* à 15.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 avril 2002.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (03483/696/15)

Le Conseil d'Administration.

AUSTRIAN FINANCIAL AND FUTURES TRUST, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office L-1471 Luxembourg, 308, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 40.361.

Following the considerations according to which the interests of all shareholders and the future of AUSTRIAN FINANCIAL & FUTURES TRUST are jeopardized;

According to Article 29 of the articles of incorporation and to chapter 16 of the prospectus which set forth the following provision:

«Furthermore, in case the Net Assets of any compartment would fall below United States Dollars 10 million or the equivalent in the compartment's reference currency, and every time the interest of the shareholders of the same compartment will demand so, especially in case of a change in the economical and/or political situation, the Board will be entitled, upon a duly motivated resolution, to decide the liquidation of the same compartment.

The shareholders will be notified by the Board or informed of its decision to liquidate in a similar manner to the convocations to the general meetings of shareholders. The net liquidation proceed will be paid to the relevant shareholders in proportion of the Shares they are holding. Liquidation proceed which will remain unpaid after the closing of the liquidation procedure will be kept under the custody of the custodian of the Company for a period of six months. At the expiration of this period, unclaimed assets will be deposited under the custody of the Caisse des Consignations to the benefit of the unidentified shareholders».

The Board of Directors has decided to

- Stop the trading activities of AUSTRIAN FINANCIAL & FUTURES TRUST FIRST FUTURES FUND SERIES I (First Futures Fund «Series I»);
- Refuse any new subscription into Series I and Suspend redemptions;
- Liquidate Series I; Request the administrator to calculate a liquidating net asset value as of June 30, 2002;
- Request the auditor to audit the liquidating net asset value;
- Request the administrator to receive the shareholders claims, to verify and to validate those claims and to arrange for payment of liquidation proceeds to the concerned holders;
- Request the custodian bank to pay upon proper instructions the liquidation proceeds to the shareholders in proportion of the shares they are holding;
- Upon completion of the liquidation of Series I, Liquidate the company.

Please claim before July 24, 2002 your liquidations proceeds in proportion of your shares to UNICO FINANCIAL SERVICES S.A.

308, route d'Esch
L-1471 Luxembourg
C/o: Mr F. Diderrich
Tel: +(352) 26 40 20 10
Fax: +(352) 26 40 48 30

Your claims shall be documented by documents evidencing your title and shall be verified by the administrator.

Please not that

Liquidation proceed which remain unpaid after the closing of the liquidation procedure will be kept under the custody of the custodian of the Company for a period of six months. At the expiration of this period, unclaimed assets will be deposited under the custody of the Caisse des Consignations to the benefit of the unidentified shareholders.

The liquidation procedure is anticipated to be closed on July 31, 2002.

June 21, 2002.

II (03475/755/45)

The Board of Directors.

JARBAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1820 Luxembourg, 10, rue Antoine Jans.
R. C. Luxembourg B 57.324.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 18 juillet 2002 à 10.15 heures aux 12-16, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des bilans, des comptes de profits et pertes au 31 décembre 2000 et au 31 décembre 2001 et affectations des résultats.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes quant à l'exercice sous revue.
4. Transfert du siège de la société.
5. Divers.

II (03557/029/17)

Le Conseil d'Administration.

51119

T.Z.O. S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 81.690.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *19 juillet 2002* à 14.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 avril 2002.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (03484/696/15)

Le Conseil d'Administration.

STAPNORTH INVESTISSEMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 3, place Dargent.
R. C. Luxembourg B 65.246.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *19 juillet 2002* à 9.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
5. Divers.

II (03485/696/16)

Le Conseil d'Administration.

MONTEFIN HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 12-16, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 47.153.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra à Luxembourg, le *22 juillet 2002* à 12.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'objet de la société afin de lui donner celui d'une société pleinement imposable (soparfi). Il aura la teneur suivante:
«La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement. La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits de rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter. La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties. La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.»
2. Conversion du capital social de 4.000.000,- CHF en 2.700.000,- EUR aux taux de CHF 1,48148=EUR 1,-.
3. Suppression de la procédure particulière relative à la nomination des administrateurs.
4. Refonte complète des statuts.
5. Démissions, nominations et renouvellement de mandats.
6. Divers.

Les actionnaires qui désirent assister à cette assemblée sont priés de déposer leurs actions cinq jours francs avant l'assemblée au siège social de la société.

II (03539/029/29)

Le Conseil d'Administration.

CAPEL CURE SHARP INTERNATIONAL FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1637 Luxembourg, 13, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 25.696.

Shareholders in CAPEL CURE SHARP INTERNATIONAL FUND (the «Corporation») are hereby convened to assist at an

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of Shareholders which will be held at the registered office of the Corporation in Luxembourg, at 13, rue Goethe, L-1637 Luxembourg on 19th July, 2002 at 11.00 a.m. (Luxembourg time) to deliberate and vote on the following agenda:

Agenda:

- Change the name of the Corporation from CAPEL CURE SHARP INTERNATIONAL FUND to GERRARD INTERNATIONAL FUND, and amend Article one of the Articles of Incorporation of the Corporation accordingly.

Reasons for the proposed change of name:

Prior to March 2000 OLD MUTUAL plc was the ultimate owner of the companies formed under the CAPEL CURE SHARP brand name with CAPEL CURE SHARP LIMITED acting as investment adviser to CAPEL CURE SHARP INTERNATIONAL FUND.

In March 2000 OLD MUTUAL plc purchased GERRARD GROUP plc and decided to merge the private client investment management arms of the two Groups under the GERRARD brand name. This process was completed at the end of April 2002 with the business of CAPEL CURE SHARP LIMITED now undertaken by GERRARD LIMITED. Therefore, the Board of Directors of the Corporation now proposes to rename the Corporation GERRARD INTERNATIONAL FUND.

The quorum required for the meeting is 50% of the outstanding shares in the Corporation and the passing of the resolution requires the consent of two-thirds of the votes of the shareholders present or represented at the meeting.

Shareholders may vote in person or by proxy.

Shareholders in the Corporation may appoint a proxy, who need not be another shareholder in the Corporation, to attend and vote on their behalf. Proxy Cards are available at the registered office of the Corporation. Shareholders should indicate on the Proxy Card how the proxy should vote, otherwise the proxy will vote at its discretion. To be valid, a Proxy Card must be deposited at the registered office of the Corporation at 13, rue Goethe, L-1637 Luxembourg by no later than 5.00 p.m. (Luxembourg time) on 17th July, 2002.

Completion and return of the Proxy Card will not preclude the relevant shareholder from attending and voting in person at the Extraordinary General Meeting, should he decide to do so.

II (03509/041/33)

The Board of Directors.

VIVALUX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.
R. C. Luxembourg B 25.940.

Les comptes annuels au 31 décembre 1998, enregistrés à Luxembourg, le 6 mai 2002, vol. 567, fol. 78, case 1, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mai 2002.

FIDUPAR

Signatures

(33681/009/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2002.